PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 3 février 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant **l'icône** **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Éducation | Formation

- Seine-Maritime. Au collège, la gendarmerie expérimente le "permis cyber" avec les élèves de 5e – Tendance Ouest
- La fac de médecine de Rouen veut créer une maison médicale pour les 9.500 étudiants en santé – ICI Normandie

Sécurité

- Sécurité : la Seine-Maritime plus sûre, l'Eure plus criminogène ? Ce que disent les chiffres – Paris Normandie
- La sécurité en Seine-Maritime : ce que révèlent vraiment les chiffres de 2025 – InfoNormandie
- Seine-Maritime. Lutte contre la délinquance : des chiffres encourageants sauf pour les cambriolages – Le courrier cauchois
- Seine-Maritime. Recrudescence d'arnaques : Ils se font passer pour Enedis et vident vos comptes bancaires – Le courrier cauchois

Économie et vie des entreprises

- Rouen : une métropole stratégique et attractive pour les entreprises – La gazette France
- Le premier transporteur maritime mondial MSC va installer son siège social français au Havre - La gazette France
- Les Rencontres normandes de l'innovation sociétale et environnementale auront lieu le 24 mars - La gazette France
- Robocath lance une étude clinique pour son robot cardiaque - La gazette France
- En attendant que le pont Colbert tourne à nouveau à Dieppe, les commerçants du Pollet tiennent bon – Paris Normandie
- À Rouen, le groupe Vivalto planche sur un regroupement des cliniques Mathilde et Europe – Paris Normandie
- À Lillebonne, Caux Seine agglo organise deux jours de rencontres pour trouver un emploi saisonnier – Paris Normandie
- Deux cents postes à pourvoir au job-dating chez Pro Agora, le 5 février près de Dieppe – Paris Normandie

Social et société

- L'installation d'une antenne de téléphonie proche des habitations à Longuerue, près de Rouen, suscite la colère – Ici Normandie
- "Maintenant, ça peut arriver à tout le monde" : de plus en plus de sans-abris en France, et Rouen ne fait pas exception – ICI Normandie
- Auto-écoles : "On est sur les dents pour répondre aux demandes", le rush des inscriptions au permis avant la fin du CPF – France 3

- VIDÉO. "On a rattrapé une partie du retard" : 10 ans après la réunification de la Normandie, les trains sont-ils (vraiment) plus ponctuels ? – France 3
- Comment le lycée de Neufchâtel-en-Bray lutte contre le gaspillage alimentaire… et a obtenu un prix – Paris Normandie
- Le Prix des Droits de l'Homme récompense l'association « Eau de Coco » de Motteville – Paris Normandie

Collectivités locales et équipements publics

- Maromme. Le maire David Lamiray interdit les poids lourds dans le centre-ville – Tendance Ouest
- Pays de Bray : une réunion publique pour expliquer les enjeux liés à l'eau potable avant les élections – Paris Normandie
- Santé, mobilité douce, centres-bourgs : Région et Département en appuis financiers à l'Agglo de Fécamp – Paris Normandie

Nucléaire

- Chantier de l'EPR2 de Penly : l'autorité du nucléaire demande à EDF plus de garanties de sûreté – ICI Normandie
- lesechos.fr-Nucléaire EDF doit revoir sa copie pour la construction des EPR2 de Penly - 76actu

Santé

- Seine-Maritime. Rougeole : malgré l'obligation de vacciner les enfants, les cas de la maladie ont doublé l'an passé en France – Le courrier cauchois
- « Une grosse galère » : sur les Hauts de Rouen, le départ à la retraite de deux médecins inquiète - 76actu

Mobilité

- Le transport à la demande s'étend près de Dieppe - Infos Dieppoises

Grève

- Pourquoi les agents de la Ville du Havre ont déposé un préavis de grève (jusqu'aux élections municipales) - 76actu

Municipales 2026

- Municipales 2026. À Isneauville, Sylvie Laroche en lice pour un second mandat – Paris Normandie
- Municipales 2026 : le maire Thierry Vanderpert se présente pour la seconde fois – Paris Normandie
- Municipales 2023. À Envermeu, le maire «fatigué de lutter contre les élus», règle ses comptes – Paris Normandie
- Municipales 2026. À La Feuillie, Pascal Legay candidat à sa succession pour assurer les projets en cours – Paris Normandie
- « Une nouvelle énergie pour Yvetot » : David Lefebvre présente sa liste pour les élections municipales – Paris Normandie
- Municipales 2026. À Notre-Dame-de-Bondeville, la maire Myriam Mulot se représente avec l'appui du PS – Paris Normandie
- Municipales 2026. Laurent Servais-Picord repart pour un quatrième mandat à Torcy-le-Grand – Paris Normandie

- Municipales 2026. « L'amour du pays de Bray et de Londinières » : Armelle Biloquet brigue un nouveau mandat – Paris Normandie
- Municipales 2026. À 79 ans, le maire de Bretteville-du-Grand-Caux se représente : « C'est ma vie » - Paris Normandie
- Municipales 2026 à Hautot-sur-Mer : ce candidat et son équipe veulent faciliter la vie des gens - Infos dieppoises

Acteurs publics

- Fonction publique : l'administration veut revoir les modalités du temps partiel thérapeutique
- La droite ciottiste dépose une proposition de loi constitutionnelle pour "renforcer la participation citoyenne à la dépense publique"
- Des avis médicaux contradictoires entraînent l'annulation de l'affectation d'un fonctionnaire malade

tendanceouest.com

Seine-Maritime. Au collège, la gendarmerie expérimente le "permis cyber" avec les élèves de 5e

Célia Caradec

~3 minutes

Il existait déjà le permis internet, pour les écoliers de CM2. En Seine-Maritime, la gendarmerie nationale expérimente depuis quelques mois le permis cyber, pour les élèves un peu plus âgés.

"*Cela s'adresse aux élèves de 5e, qui sont plus matures que les primaires, mais sont encore à un âge où ils prennent bien en compte les conseils*", souligne l'adjudant-chef Eric Dietrich, de la section d'appui numérique de Rouen.

La séance, qui s'appuie sur des cas réels, se décompose en trois temps : un quiz, une présentation et une mise en pratique sur la tablette numérique que les jeunes ont reçue du Conseil départemental à leur entrée au collège. "*L'objectif est de leur donner les clés pour avoir une hygiène numérique, ce qu'il faut faire et ne pas faire sur les réseaux sociaux, leur tablette, leur téléphone.*" Logiciels illicites, vols de données personnelles ou des données bancaires des parents, photos compromettantes, harcèlement… Divers cas sont abordés.

Trente collèges sensibilisés cette année

La dernière phase du permis cyber se déroule façon jeu de rôle. Interpellé par un personnage virtuel sous forme de tchat, l'élève doit sélectionner la bonne attitude à adopter. "*Par exemple, là, une personne me dit qu'elle a reçu un mail de l'Assurance Maladie qui lui dit de remplir des renseignements. Mais je ne pense pas que l'Assurance Maladie demande les coordonnées bancaires ou les codes de cryptomonnaie !*", pointe Valentin, élève du collège L'Oiseau Blanc à Criquetot-L'Esneval, sensibilisé jeudi 29 janvier. Si l'élève réussit à éviter les pièges, il reçoit un diplôme.

Le permis cyber en pratique à Criquetot L'Esneval

0:00 / 1:01

Après une expérimentation menée entre juin et octobre 2025, le permis cyber va peu à peu être déployé sur toute la Seine-Maritime, avec l'objectif de sensibiliser les classes de 5e d'une trentaine de collèges publics d'ici la fin de l'année scolaire. D'autres départements se montrent déjà intéressés par ce dispositif, qui complète le programme "pHARe" de l'Education nationale, dédié à la lutte contre le harcèlement scolaire.

Pratique. Le 3018, accessible sept jours sur sept, de 9h à 23h, par téléphone ou par tchat sur 3018.fr et Messenger, est dédié aux jeunes victimes et aux témoins de harcèlement et de violences numériques.

francebleu.fr

La fac de médecine de Rouen veut créer une maison médicale pour les 9.500 étudiants en santé - ICI

Bradley de Souza

5–7 minutes

Les étudiants en santé à Rouen auront bientôt un accès direct à des médecins généralistes (photo d'illustration). © Maxppp - Lionel Vadam

Publié le lundi 2 février 2026 à 19:25

À Rouen, les étudiants en santé devraient bientôt avoir un accès plus direct à des médecins généralistes. Le doyen de l'UFR de Santé veut créer une maison médicale en médecine générale pour les 9.500 étudiants du campus, avec l'objectif qu'elle puisse ouvrir à l'automne 2026.

C'est un projet dans les cartons du doyen de l'UFR (Unité de formation et de recherche) de Santé depuis plusieurs années. La création d'une maison médicale pour les 9.500 étudiants du campus, toutes filières de santé confondues. Elle doit voir le jour d'ici la fin de l'année 2026."*Toutes les études montrent que, aussi bien en France que chez nous en Normandie, l'état de santé de nos étudiants n'est pas très bon*", explique Benoît Veber, le doyen de l'UFR de Santé.

"*À Rouen, l'une des unités de recherche du site, l'unité Inserm travaille sur la santé de nos étudiants et confirme qu'il faut qu'on les aide plus. Pour certains, c'est une situation de grande précarité et* ***de précarité sanitaire****, que ce soit pour obtenir un rendez-vous chez le médecin ou tout simplement payer une consultation*", décrit le professeur Benoît Veber.

Cette offre de soins sera complémentaire de la médecine universitaire. Cette maison médicale sera située sur le campus de Martainville. "*Dans une UFR Santé, on a la chance de disposer d'enseignants médecins. Je me suis tourné vers le*

*professeur Mathieu Schwartz, enseignant de médecine générale qui est intéressé par l'idée de monter cette maison médicale pour permettre **d'améliorer l'accès à la santé des étudiants avec la garantie du secret médical**, car ce sont des professeurs qu'ils peuvent avoir qui assureront ces consultations, mais il n'y a pas d'inquiétude à avoir*", précise le doyen de l'UFR de Santé.

Trouver un terrain d'entente

Cette maison médicale "*serait tenue par des jeunes médecins généralistes et chefs de clinique en médecine générale. On dispose des **ressources humaines**. Il faut maintenant qu'on trouve le local*", renchérit Benoît Veber. Parmi les pistes de réflexion, la friche Léveillé *"mais les projets de rénovation de ce bâtiment vont prendre quelques années.*

*"Nous souhaitons débuter avant, c'est la raison pour laquelle nous souhaitons l'ouvrir dans le bâtiment juste après le Medical Training Center où là il y a déjà des consultations et on sait qu'il y a **des emplacements disponibles**. L'idée, c'est d'avoir un début de consultations dans ce bâtiment, quitte à revoir son positionnement en fonction de l'aménagement de la ZAC* (Zone d'aménagement concertée) *dans les années qui viennent",* imagine le professeur Benoît Veber.

Cette maison médicale ne sera pas uniquement limitée aux étudiants. Des créneaux seront ouverts aussi **pour la population générale.** "*Il faut que l'on arrive à trouver **un montage complet**, fonctionnel y compris financier et que l'on s'arrange avec la Métropole de Rouen. Elle est notre interlocutrice dans ce dossier. Je pense pouvoir leur faire partager l'idée que d'améliorer la santé de nos étudiants est une priorité et que **l'attractivité des études en santé** doit être travaillée même si elle n'est pas mauvaise et offrir cette possibilité de prise en charge est un plus sur le campus*", conclut le doyen de l'UFR de Santé.

- Université

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies *Mesure d'audience et web analyse*.

Ces cookies permettent d’obtenir des statistiques d’audience sur nos offres afin d’optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

Passer la section

- Une trentaine d'étudiants se sont rassemblés ce lundi devant le pavillon des transitions à Rouen pour demander la démission de Pierre-Antoine Sprimont, accusé de racisme. Deux jeunes manifestants ont pris la parole. L'élu mis en cause n'était pas présent à ce moment-là au conseil métropolitain.

  Le 31/03/2025 à 19:18

- Environ 200 étudiants se sont réunis ce jeudi 20 mars, à midi, devant le campus Pasteur de l'université de Rouen, après la tentative de suicide d'un étudiant, liée, indique la fac, à des propos racistes qu'aurait proférés un enseignant.

  Le 20/03/2025 à 15:25

- Les syndicats étudiants réclament une réponse forte et de la transparence de la part de l'université de Rouen, après qu'un étudiant a chuté de la passerelle du campus Pasteur, le 12 mars. Il souffre de plusieurs fractures. Le parquet privilégie toujours l'hypothèse d'une tentative de suicide.

  Le 17/03/2025 à 18:47

- La ville des Andelys (Eure) va accueillir plusieurs professionnels de santé. Un pôle médico-social est en cours de construction sur le site de l'ancien hôpital Saint-Jacques. Trois médecins vont s'installer dans la maison de santé dont l'ouverture est prévue au premier semestre 2026.

  Le 28/08/2025 à 10:43

Autour de chez vous

Passer la section

Recevez chaque jour l’essentiel de l’actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S’abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier

électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

paris-normandie.fr

Sécurité : la Seine-Maritime plus sûre, l’Eure plus criminogène ? Ce que disent les chiffres

Dorothée BRIMONT

4–5 minutes

Le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) a publié une première photographie de l’insécurité et de la délinquance en 2025. Selon ces chiffres, la Seine-Maritime devient plus sûre alors que l’Eure fait moins bien que les années précédentes.



En 2025, les vols de voiture ont reculé de 19,1 % en Seine-Maritime et de 9,5 % dans l’Eure. - Photo d’illustration VDN



Publié: 3 Février 2026 à 09h22 Temps de lecture: 1 min

Comme chaque année, le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) publie, en janvier, une première photographie de l’insécurité et de la délinquance de l’année précédente. Et les chiffres de 2025 sont hétérogènes entre la Seine-Maritime et l’Eure. Si la première s’améliore, le second semble avoir des difficultés à contenir les crimes et les délits.

Consultez l’actualité en vidéo

Moins de vols de véhicule mais plus de trafic de drogue en Seine-Maritime

Parmi les bons résultats enregistrés par les forces de l’ordre de Seine-Maritime en 2025, les baisses significatives des tentatives d’homicide par rapport à l’année précédente : – 20,6 % avec au total 54 crimes enregistrés. Il faut tout de même relativiser : depuis 2016, l’évolution moyenne annuelle tourne autour de 10,5 %. Les homicides, quant à eux, diminuent de 14, 3 % en 1 an.

Les vols de voiture sont également en fort recul, avec une baisse 19,1 % en un an. Quant aux vols à l’intérieur des véhicules, ils sont aussi en diminution de 26,5 % entre 2024 et 2025. Les cambriolages de logements et les dégradations progressent légèrement (+ 4 % pour les deux catégories de faits), hausse toutefois moins marquée qu’en 2024 (+ 11,9 %) et exclusivement concentrée sur la zone police.

Les violences sexuelles sont en hausse de 9,5 % en un an, avec plus de 2 750 victimes enregistrées. Concernant le trafic de stupéfiants, le nombre de mis en cause progresse de 17,1 %, soit un niveau supérieur de 9 points à la moyenne nationale.

La prolifération des vols avec armes dans l’Eure

Dans l’Eure, un certain nombre de chiffres connaît une envolée. Et en premier lieu, les vols avec armes. Entre 2024 et 2025, ils ont progressé de 32,1 % et s’élèvent à 37. Les vols violents sans arme s’envolent également, + 16,1 % en un, soit 173 délits enregistrés en 2025.

Autre préoccupation pour les forces de l’ordre, l’augmentation significative du nombre de tentative d’homicide, +22,6 % en 1 an et des homicides + 12,5 %. L’Eure en dénombre 9 en 2025.

Les violences physiques intrafamiliales connaissent également une hausse constante sur la dernière décennie, en moyenne 9,4 % chaque année. Cette hausse est de 10,4 % en 2025.

À noter, l’Eure enregistre de bons résultats en matière de vols d’accessoire sur véhicule, -6,3 % en un an, vols de véhicule -9,5 % et destructions et dégradations volontaires -3,8 % en 2025.

Lire aussi

Circulation. L’Eure repasse aux 90 km/h le 9 février : ce qu’il faut savoir

Retour des 90 km/h dans l’Eure : d’autres départements ont déjà franchi le pas

Rouen : la chambre de l’instruction vire au cours de droit en pleine audience

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Justice Seine-Maritime Eure Normandie

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

infonormandie.com

La sécurité en Seine-Maritime : ce que révèlent vraiment les chiffres de 2025

infonormandie

5–7 minutes

Entre baisse des vols, recul des violences dans les transports et montée en puissance de la lutte antidrogue, la sécurité en Seine-Maritime a connu une année contrastée. Les indicateurs progressent sur plusieurs fronts, mais les violences aux personnes continuent de peser.

Lundi 2 Février 2026 - 19:20



Les policiers rouennais lors d'une descente sur un point de deal répertorié dans l'agglomération rouennaise - Illustration DIPN76

L’année 2025 s’inscrit dans un contexte de mobilisation renforcée des forces de l’ordre. Police et gendarmerie ont accentué leur présence sur le terrain, avec plus de 1,6 million d’heures dédiées à la sécurité du quotidien. Une dynamique soutenue par le Plan d’action départemental de restauration de la sécurité du quotidien et par la loi visant à ***« sortir la France du piège du narcotrafic »***,

insiste le préfet de Seine-Maritime, dans sa présentation des chiffres de la délinquance 2025, ce lundi 2 février..

Violences : une hausse préoccupante



En Seine-Maritime, les violences physiques et sexuelles hors famille augmentent de 9 %. Une progression moins brutale que les années précédentes, mais suffisamment marquée pour rappeler que la pression reste forte.
Les violences intrafamiliales, elles, n'évoluent quasiment pas (+1 %). Les autorités mettent en avant un meilleur accueil des victimes en commissariats et brigades, grâce notamment aux intervenants sociaux déployés sur le terrain.

Dans les transports en commun, la situation s'améliore franchement : les violences reculent de 4 % et les violences sexuelles de 3 %, à contre-courant de la tendance nationale. Une baisse qui confirme l'impact des actions de prévention ciblées.

Atteintes aux biens : un net recul, sur les vols de véhicules



La dynamique est positive sur les atteintes aux biens : –4,4 % sur l'ensemble du département. Les vols de véhicules à moteur chutent fortement (–19 %), tout comme les vols d'accessoires et les vols dans les voitures (–22 %).
Les vols avec violence suivent deux tendances opposées : légère hausse en zone police (+2 %) mais forte baisse en zone

gendarmerie (–20,8 %). Les cambriolages de logements progressent légèrement (+4 %), une hausse bien plus modérée qu'en 2024.

Stupéfiants et économie souterraine : la pression s'intensifie



C'est l'un des marqueurs de l'année : la lutte antidrogue a été nettement renforcée. Les mis en cause pour trafic augmentent de 17 %, bien au-dessus du niveau national. Les infractions liées au port d'armes suivent la même trajectoire (+15,6 % hors catégorie D).
Cette montée en puissance se traduit aussi par une hausse des saisies : 6,1 millions d'euros d'avoirs criminels récupérés en 2025.

Protoxyde d'azote : un arrêté pour freiner l'usage détourné

Très présent dans l'espace public, notamment auprès des jeunes, le protoxyde d'azote a motivé la prise d'un arrêté préfectoral fin 2025. Il limite strictement vente, détention et consommation sur tout le territoire. Le dispositif sera renouvelé en 2026 si nécessaire.

Traversées de migrants : davantage de tentatives



Sur le littoral seinomarin, 31 traversées ou tentatives vers le Royaume-Uni ont été recensées en 2025, impliquant environ 735 migrants.

La différence majeure avec les années précédentes concerne les interceptions : 18 tentatives ont été stoppées avant le départ, contre 10 en 2024 et aucune en 2023.
Six passeurs ont été condamnés à des peines de prison allant de deux à quatre ans.

Les chiffres clés de la sécurité en Seine-Maritime (2025)

• Violences physiques et sexuelles hors famille : +9 %
• Violences intrafamiliales : +1 %
• Violences dans les transports : –4 % (physiques) ; –3 % (sexuelles)
• Atteintes aux biens : –4,4 %
• Vols de véhicules : –19 %
• Vols dans / d'accessoires de véhicules : –22 %
• Mis en cause pour trafic de stupéfiants : +17 %
• Avoirs criminels saisis : 6,1 M€
• Traversées ou tentatives de traversées : 31 (18 empêchées)

- Au Havre, un conducteur alcoolisé emboutit deux voitures : aucun blessé mais rétention de permis
- Tentative de vol de voiture à Déville-lès-Rouen : le suspect arrêté avait interdiction de sortir la nuit
- Rouen : un homme ivre s'en prend à une automobiliste avec une bouteille en verre
- Refus d'obtempérer : un chauffard arrêté après une course-poursuite près de Rouen

En ce moment | En Une | LA UNE | L'Essentiel | Yvelines | Info-Route | ENVIRONNEMENT | Elections législatives 2024 | L'Info en continu | CRISE SANITAIRE | NORMANDIE | Eure | LOISIRS | En bref | SOCIAL | infoServices | ACTUALITÉ | Le journal de l'Armada 2023 | L'album photo de l'Armada 2023 à Rouen | Notifications | Articles à écouter | Le journal des municipales 2026

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. Lutte contre la délinquance : des chiffres encourageants sauf pour les cambriolages

Ghislain Annetta

5–6 minutes

Ce lundi 2 février, la préfecture de la Seine-Maritime a dressé *"le bilan de la sécurité pour 2025"*. L'année, qui vient de se terminer, a été marquée par le déploiement du Plan d'action départemental de restauration de la sécurité du quotidien (PADRSQ), élaboré en concertation étroite avec les procureurs de la République. Les forces de l'ordre ont renforcé leur présence sur la voie publique, avec 1,6 million d'heures de missions de sécurité du quotidien, en hausse de 2,3% par rapport à 2024.

Nette diminution des vols de véhicules

Que retenir de cette présentation ? Les violences physiques et sexuelles, hors cadre familial, progressent de 9%. Les violences intrafamiliales sont stables (+ 1%), alors que la tendance, au niveau national, est à la hausse (+ 6%). Selon les services préfectoraux, *"cette hausse des signalements reflète aussi un meilleur accompagnement des victimes"*. Dans les transports, les violences physiques et sexuelles reculent respectivement de 4% et 3%, à l'opposé de la tendance nationale (+ 2% et + 3%).

La Seine-Maritime se distingue par une baisse marquée des atteintes aux biens (- 4,4%), notamment en matière de vols de véhicules à moteur (- 19%). *"Tendance commune aux zones police et gendarmerie"*, précise le communiqué de la préfecture. Les vols d'accessoires de véhicules et ceux dans les véhicules ont diminué de 22%. *"Ce qui constitue une tendance plus marquée qu'au niveau national"*, d'après les services de l'Etat dans le département.

L'impact des plaintes en ligne

"Alors que l'ouverture de la possibilité de déposer plainte en ligne aurait pu générer une hausse sensible des faits détectés, l'évolution des vols avec violence est encourageante. S'ils connaissent une très légère augmentation en zone police (+ 2%), ils diminuent nettement en zone gendarmerie (- 20,8%)." En revanche, les cambriolages de logements et les dégradations progressent (+ 4% pour les deux catégories de faits). Cette hausse est toutefois moins marquée qu'en 2024 (+ 11,9%) et exclusivement concentrée sur la zone police, c'est-à-dire dans les villes et agglomérations.

Trafics en tous genres

Concernant les stupéfiants, armes et économie souterraine, *"l'année 2025 est marquée par une intensification nette de l'action publique contre tous les types de trafics"*. Cela se traduit par une hausse de 17% de mis en cause pour trafic de stupéfiants, soit un niveau supérieur de 9 points à la moyenne nationale. L'augmentation des mis en cause pour consommation de stupéfiants s'établit à + 7,6%. Les PV électroniques dressés pour stupéfiants progressent de 13%. La hausse des infractions liées au port et à la détention d'armes est importante : + 15,6% hors catégorie D et + 8,7% pour armes blanches ou de catégories D. Cette stratégie génère des résultats, avec 6,1M€ d'avoirs criminels saisis, en hausse de 400 000€, et *"une montée en puissance des mesures administratives visant à désorganiser durablement les réseaux"*.

Contre l'usage du protoxyde d'azote

Face à la persistance de l'usage détourné du protoxyde d'azote, un premier arrêté préfectoral de réglementation temporaire a été pris fin 2025. Il encadre strictement la vente, la détention et la consommation sur l'ensemble du territoire départemental, y compris dans les véhicules. *"Ce dispositif sera reconduit en 2026 aussi souvent que nécessaire"*, annonce d'ores et déjà la préfecture.

Immigration illégale : 31 traversées de la Manche depuis le littoral seinomarin

"Les services de l'Etat demeurent très mobilisés et coordonnés contre les réseaux criminels d'immigration illégale qui exploitent la misère humaine", souligne la préfecture dans son bilan de la

sécurité en 2025.

L'an passé, 31 traversées ou tentatives de traversées de la Manche depuis la Seine-Maritime ont été enregistrées avec environ 735 migrants concernés. Parmi elles, 18 tentatives ont été empêchées depuis le littoral seinomarin, concernant 488 migrants, contre 10 en 2024 et aucune en 2023. Le pays de Caux a été concerné par le phénomène. Un exemple parmi d'autres : dans la nuit de vendredi 26 à samedi 27 septembre, 16 migrants, à bord d'une embarcation, ont tenté de rejoindre l'Angleterre au départ de Saint-Aubin-sur-Mer.

"Les services de l'Etat assurent une surveillance proactive afin de prévenir les départs dangereux et mettent en place un secours systématique en mer afin de protéger les vies humaines", remarquent les rédacteurs du communiqué.

Durant cette même période, six passeurs ont été condamnés à des peines de prison allant de 4 à 2 ans.

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. Recrudescence d'arnaques : Ils se font passer pour Enedis et vident vos comptes bancaires

Cédric Thomire

~2 minutes

De nouveaux cas de démarchages frauduleux sont signalés depuis plusieurs jours. Au téléphone, des individus se font passer pour des agents ou des partenaires d'Enedis afin de proposer de prétendues offres commerciales ou de soutirer des informations personnelles et bancaires.

- **A lire aussi.** Seine-Maritime. Arnaque au dépannage sur l'A131 : un dépanneur illégal interpellé en flagrant délit

"Enedis ne pratique aucun démarchage commercial"

Dans un communiqué, le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité appelle les usagers à la plus grande vigilance. Enedis rappelle notamment qu'il ne pratique "*aucun démarchage commercial, ne vend aucun produit ni service, et ne demande jamais de coordonnées bancaires par téléphone ou par e-mail*". Les interventions des techniciens concernent uniquement des missions de service public : raccordement, dépannage, mise en service, compteur Linky. Ils font toujours l'objet d'un rendez-vous préalable, sauf urgence liée à la sécurité.

"En cas de doute, mettre fin à l'échange"

En cas de doute sur l'identité d'un interlocuteur, il est recommandé de ne rien communiquer et de mettre fin à l'échange. Les personnes victimes ou témoins de ce type de pratiques peuvent contacter le service client Enedis au 09 70 83 19 70 (appel non surtaxé), signaler les appels ou SMS suspects au 33 700, ou effectuer un signalement via la plateforme officielle

signal.conso.gouv.fr. L'inscription sur la liste d'opposition Bloctel permet également de limiter le démarchage téléphonique.

"*Ces agissements sont illégaux et susceptibles de poursuites pénales*", rappelle Enedis, qui invite chacun à relayer l'information autour de soi, notamment auprès des personnes les plus vulnérables.

lagazettefrance.fr

Rouen : une métropole stratégique et attractive pour les entreprises

Aletheia Press

4–6 minutes

Le 22 janvier à Rouen, l'Institut Choiseul et Rouen Normandy Invest se sont penchés sur les atouts économiques de la métropole rouennaise. À seulement une heure de Paris, le territoire s'impose comme un carrefour stratégique pour les entreprises et les start-up. Alliant patrimoine, dynamisme économique et qualité de vie, l'agglomération bénéficie d'un tissu industriel dense, avec de nombreuses PME et PMI concentrées sur un rayon de 60 kilomètres.

«*Cela permet d'avoir ses fournisseurs à proximité. On ne relocalise pas ou on ne s'implante pas dans un désert*», souligne Frédéric Granotier, président de Lucibel et de Rouen Normandy Invest. Cette densité facilite les synergies et accélère la montée en puissance des projets industriels et technologiques, notamment grâce aux pôles de compétitivité tels que Next Move pour la mobilité ou les clusters aéronautiques et de défense, qui réunissent entreprises, laboratoires et écoles d'ingénieurs.

Un vivier de compétences

Rouen dispose d'un vivier de plus de 54 000 étudiants et d'écoles, sources des compétences pointues dans tous les secteurs. *«70 % de la réussite d'une entreprise, c'est le porteur du projet et ses équipes. Le facteur humain est clé pour développer et créer une entreprise»,* rappelle Jean-Louis Louvel, président-fondateur du groupe PGS. Cette concentration de talents permet de recruter rapidement et de se développer sans délai, tout en soutenant l'innovation locale.

L'énergie, l'aéronautique, la défense et le numérique constituent les moteurs économiques de Rouen, générant des milliers d'emplois et des investissements massifs. «*L'énergie et l'aéronautique sont des*

secteurs particulièrement importants. Avec Penly, Orano et Total Énergie, ce sont plus de 27 000 emplois sur les dix prochaines années», précise Jean-Yves Heyer, directeur général de Rouen Normandy Invest. De quoi renforcer l'attractivité du territoire et sa résilience face aux fluctuations économiques.

Des soutiens efficaces

Autre atout de Rouen : les services administratifs et des collectivités sont à l'écoute des projets et réactifs. Gaëtan Muller, entrepreneur et président délégué du club LDLC Asvel, raconte : «*J'ai lancé un marathon et un tournoi international de tennis grâce à la rapidité de décision des collectivités. Ces événements ont rassemblé des dizaines de milliers de participants et ont été diffusés dans 110 pays*». La métropole favorise ainsi l'innovation dans le sport, l'industrie et la technologie, avec des projets comme DEZir de Verso Energy, qui combine production de dioxyde de carbone, hydrogène et carburants de synthèse grâce à des partenariats locaux.

Les start-up et jeunes entreprises bénéficient, elles aussi, d'un accompagnement. Des structures comme NNE Factory facilitent l'accès au financement et l'intégration dans l'écosystème local, en mettant en relation porteurs de projets, investisseurs et partenaires industriels. «*Quand on crée une start-up à Rouen, on a la bienveillance de tous les acteurs du territoire et l'aide d'un réseau qui facilite chaque étape du développement*», souligne Frédéric Granotier.

Coopération et réseau : les moteurs de la croissance

La coopération entre entrepreneurs est un autre atout du territoire. Le réseau Nouer, qui rassemble 150 entreprises, favorise le partage de contacts, de compétences et d'opportunités. «*Un chef d'entreprise a besoin d'un service, et un entrepreneur va répondre immédiatement en donnant ses coordonnées*», explique Jean-Louis Louvel.

Rouen s'impose ainsi comme une métropole où les entreprises et start-up peuvent se développer rapidement et durablement. «*Rouen combine tous les atouts pour réussir : un territoire accueillant, un écosystème dynamique et des acteurs prêts à accompagner chaque étape de développement*», conclut Frédéric Granotier.

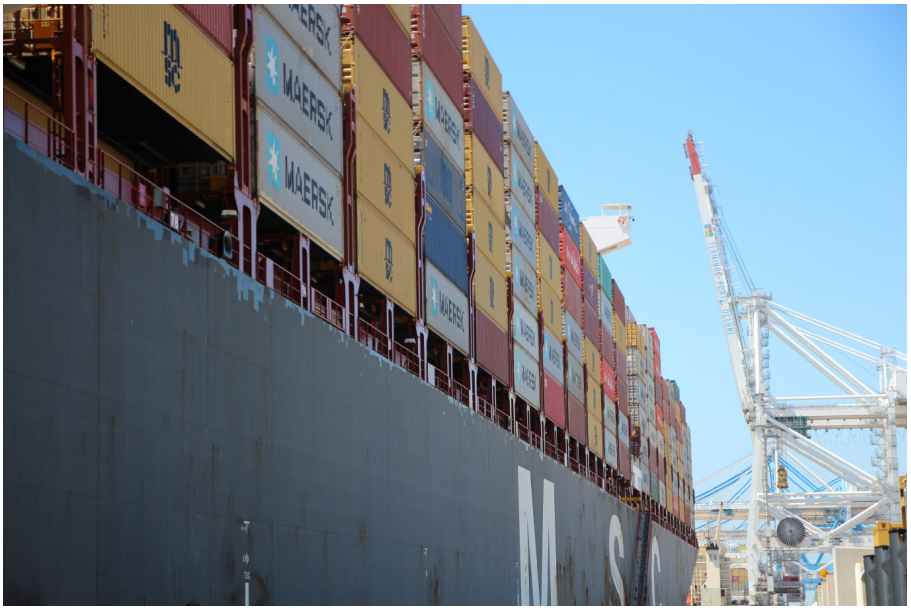
lagazettefrance.fr

Le premier transporteur maritime mondial MSC va installer son siège social français au Havre

LGFR

2–3 minutes

Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© Archives Aletheia Press

Le groupe MSC, premier armateur mondial, va implanter son siège social français au Havre. Actuellement MSC possède un bureau au Havre, mais son siège social est situé à Puteaux, dans la région parisienne.

Ce nouveau siège occupera un bâtiment de 10 000 mètres carrés, sur 8 étages, près du bassin de la Citadelle, à proximité de l'École nationale supérieure maritime (ENSM).

Le permis de construire est en cours d'instruction auprès de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole. L'attribution est attendue en février ou mars 2026. Les travaux devraient débuter à l'été 2026 pour une livraison en 2028.

lagazettefrance.fr

Les Rencontres normandes de l’innovation sociétale et environnementale auront lieu le 24 mars

L.R

4–5 minutes

Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© DR

Le campus du Madrillet accueillera, mardi 24 mars 2026, les Rencontres normandes de l’innovation sociétale et environnementale. Organisé par le PUI Normandie, ce rendez-vous stratégique de la recherche partenariale vise à briser les silos en connectant entreprises, collectivités et laboratoires pour transformer les défis RSE en projets concrets et novateurs.

Les forces vives de l'écosystème normand se retrouveront au sein de l'UFR des Sciences et Techniques de l’Université de Rouen Normandie pour une journée d'échanges intensifs. L'objectif: créer un espace de collaboration pour identifier des solutions technologiques de pointe, s'informer sur les conditions de financement disponibles, et accéder directement aux ressources de l’enseignement supérieur et de la recherche.

"Impact Meetings" : le matchmaking de la RSE

Le point d'orgue de cette rencontre réside dans les *Impact Meetings*. Loin des colloques théoriques, ces sessions de rendez-vous d’affaires ultra-ciblées, préparées minutieusement en amont, permettront de confronter les besoins réels des organisations aux expertises de pointe des chercheurs locaux. L'objectif est de catalyser des coopérations à fort potentiel pour faire émerger des solutions de rupture face aux enjeux de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Outre le maillage d'affaires, les rencontres seront rythmées par un programme riche. Des conférences animées par des figures reconnues, telles que François Gemenne (spécialiste de la géopolitique de l’environnement) et Kalina Raskin (directrice générale de Ceebios), apporteront un éclairage stratégique. Des retours d'expérience concrets viendront illustrer des collaborations réussies dans des domaines variés : biomatériaux durables, économie circulaire, réduction de l'empreinte carbone, ou encore qualité de vie au travail. Des stands dédiés aux acteurs de l'innovation normande seront également présents pour faciliter les échanges et les mises en relation tout au long de la journée.

Ensemble, chercheurs, entrepreneurs, chefs d'entreprises et acteurs de l'innovation sont invités à s'inscrire en ligne pour participer à cette journée RSE.

lagazettefrance.fr

Robocath lance une étude clinique pour son robot cardiaque

Chloé Guérout

3–4 minutes

Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© Robocath

Robocath, société fondée en 2009 à Rouen par le docteur Philippe Bencteux, franchit une nouvelle étape décisive. L'entreprise, spécialisée dans la robotique dédiée à la cardiologie interventionnelle, lance la première étude clinique chez l'homme de son robot de deuxième génération. Cette innovation s'appuie sur l'expérience acquise avec la première plateforme robotique, déjà déployée en Europe, en Afrique et en Chine.

L'étude se déroule au Centre cardiologique du Nord (CCN) à Saint-Denis, sous la direction du docteur Mohammed Nejjari et du docteur Franck Digne. Vingt patients atteints de maladie

coronarienne (troubles de la circulation sanguine cardiaque), principalement des cas complexes, participent à cette évaluation clinique. Le comité consultatif médical de Robocath, incluant les docteurs Michael Haude et Jean Fajadet, apporte son expertise scientifique au programme.

Le marché mondial de la robotique en cardiologie interventionnelle représentait 61 millions de dollars en 2024. Les projections indiquent une croissance à 297 millions de dollars d'ici 2031, soit une progression de 26% par an. Cette dynamique s'explique par la demande croissante de chirurgies mini-invasives et les progrès technologiques.

paris-normandie.fr

En attendant que le pont Colbert tourne à nouveau à Dieppe, les commerçants du Pollet tiennent bon

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

7–9 minutes

Un salon de coiffure a fermé il y a peu, mais il en reste deux dans le quartier. Et malgré les rumeurs de fermetures, les commerçants du Pollet assurent que leur activité se maintient. En espérant le retour des clients que la fermeture du pont Colbert a éloignés.

Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 3 Février 2026 à 07h18 Temps de lecture: 2 min

Le collectif des riverains du pont Colbert alerte tous azimuts… Alors que la remise en service du pont Colbert a été reportée *sine die* (pas avant la fin du mois de février), le groupe d'habitants s'inquiète d'abord et avant tout pour les commerces du bas du Pollet, devenu quasiment cul-de-sac depuis que le pont a été déposé pour restauration, voici deux ans.

Dans le quartier, les rumeurs vont bon train : deux, voire trois commerces, pourtant implantés de longue date et bénéficiant d'une excellente réputation, seraient sur le point de mettre la clé sous la porte, exsangues. À la boulangerie de Dieppe, Larbi Soussi tempère : *« Ça va. On est moyennement touchés. On a tout de même perdu de la clientèle qui venait de Janval et des Bruyères. Mais juste avant que le pont ne ferme, l'autre boulangerie qui était en face a fermé, on a donc récupéré sa clientèle. On a aussi des clients qui viennent pour nos produits spéciaux comme les pains et les pâtisseries orientales. Et on a proposé le 5e produit gratuit pour*

quatre achetés : ça nous a fait gagner un peu de clients. On a quand même hâte qu'il rouvre, ce pont. »



Larbi Soussi propose, dans sa boulangerie, des galettes et pâtisseries orientales qu'on ne trouve pas forcément ailleurs. - Photo Anne-Sophie Groué-Ruaudel/PN

Dépôt de colis, gestion de stocks…

Chez le fleuriste, Lana Pané-Farré est vendeuse depuis trois ans. Tout en réceptionnant des colis Chronopost, elle explique : *« Ce sont surtout les clients tout juste de l'autre côté du pont qui nous manquent. Il y a la passerelle mais elle n'est pas toujours ouverte. L'activité se maintient tant bien que mal, et quand les gens viennent chercher leur colis, ça arrive qu'ils prennent aussi des fleurs puisque ça leur fait connaître le commerce. »* La jeune femme regrette : *« Le coiffeur juste à côté a fermé après une liquidation judiciaire, il y a quelques semaines. »* Il y a cependant encore deux autres salons de coiffure dans le bas de la Grande Rue du Pollet.



Lana Pané-Farré fait dépôt de colis dans sa boutique de fleurs. - Photo Anne-Sophie Groué-Ruaudel/PN

À la pharmacie, *« on compte les jours jusqu'à la réouverture du pont !,* s'exclame Andreea Lhaiba, la pharmacienne. *On a tout fait pour essayer de combler le manque : une question d'organisation des équipes et des commandes, des stocks et de la trésorerie… tout en gérant les ruptures de stock par ailleurs au niveau national ! Mais ça bouge pas mal au Pollet, entre les emménagements et les habitués. Mais est-ce que les habitués d'avant vont reprendre leurs habitudes quand le pont sera rouvert ? »* Une question que l'on se pose partout au Pollet. *« Pour nous, conclut la pharmacienne, ça a quand même été moins difficile que les commerces qui vendent des produits avec des dates de péremption courtes comme le boucher ou le fleuriste. Nous, on n'a perdu que de la parapharmacie surtout, au début, à cause de ça. »*



L'équipe de la pharmacie a dû revoir son organisation dans les commandes, les stocks… - Photo Anne-Sophie Groué-Ruaudel/PN

… Et livraison à domicile…

À la supérette, Rachid Id Hamidoun est fataliste : *« J'ai entendu dire que le pont ne rouvrirait pas avant juin ! »* Fataliste, mais philosophe : *« J'ai mes habitués, et puis les gens de la maison de retraite juste à côté. Ça fait quinze ans que je suis là, même des personnes du centre-ville viennent ici. »* Avec son service de livraison à domicile, il a su se faire une clientèle fidèle qui compte sur lui. *« On s'en sort… »* Mais il pense déjà à la manière dont il agencera les fruits et légumes, et les promos, sur le trottoir une fois le pont revenu.

Kader Houcene Abdullah, gérant de la boucherie hallal, la seule de la ville, n'est pas très loquace. *« Ça va, ça va »*, assure-t-il. *« On sait qu'il y en a encore pour un mois. Oui oui, on va tenir. »* En mars 2024, pourtant, il estimait accueillir *« même pas vingt clients*

par jour contre 80 ou 90 avant ». Au bar-tabac Le Jean-Bart, le patron Li Hang est lui aussi plutôt un taiseux. *« On fait avec, on verra bien. On ne sait pas quand le pont va rouvrir, même si le maire est venu nous voir il y a quelque temps. C'est gênant pour tout le monde, mais il faut bien le faire, ce chantier. »* Ce qui le chagrine presque davantage, *« c'est le manque de places de parking. Parfois des clients ont des amendes alors qu'ils viennent juste chercher un paquet de cigarettes. Ils ne reviennent pas ! »*



L'un des gérants de la boucherie hallal – la seule de Dieppe – assure que son commerce tiendra le coup jusqu'au retour du pont. - Photo Anne-Sophie Groué-Ruaudel/PN

À en croire les commerçants, la situation n'est pas si périlleuse. *« C'est l'omerta habituelle*, glisse une membre du collectif des riverains du Pollet, extrêmement inquiète. *Certains ont peur de perdre leurs derniers clients… Il faut faire quelque chose ! »*

Lire aussi

Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large

Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté

Vente aux enchères : plus de 240 000 € pour une Alpine de 1971

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Pont Colbert à Dieppe Dieppe

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe



En attendant que le pont Colbert tourne à nouveau à Dieppe, les commerçants du Pollet tiennent bon



Luce Mouchel revient jouer à Dieppe où elle a grandi, « comme si c'était la première fois… »



Municipales 2023. À Envermeu, le maire «fatigué de lutter contre les élus», règle ses comptes



Municipales 2026. À Mers-les-Bains, Jean-Gabriel Rolleri entre en campagne



Municipales 2026. Laurent Servais-Picord repart pour un quatrième mandat à Torcy-le-Grand



Pays de Bray : victoire des boxeurs Normands sur les Italiens de Grosseto à Forges-les-Eaux

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

À Rouen, le groupe Vivalto planche sur un regroupement des cliniques Mathilde et Europe

Sylvain Auffret

6–7 minutes

Pour cause de loyer trop élevé et de travaux d'entretien non réalisés, le groupe Vivalto Santé travaille à un projet de regroupement de deux de ses trois cliniques rouennaises à l'horizon 2029.



Le projet prévoit le transfert de la clinique de l'Europe sur le site de Mathilde. - PN

Publié: 2 Février 2026 à 18h40 Temps de lecture: 3 min

Un projet de regroupement des cliniques rouennaises Mathilde et Europe, avec déménagement de la seconde dans les locaux de la première, est actuellement à l'étude au sein du groupe Vivalto Santé, a indiqué à Paris Normandie un délégué syndical,

confirmant une information de 76actu. *« Il y a une rumeur insistante depuis un an chez nous. Cet été elle est revenue un peu plus, donc on a demandé au CSE de septembre des précisions, s'il y avait des raisons d'y croire un peu. Il nous a été annoncé un projet au niveau du groupe Vivalto en gestation depuis un petit moment »*, détaille Teddy Baron, délégué CGT à la clinique de l'Europe.

Consultez l'actualité en vidéo

Un loyer trop élevé

Selon lui, ce projet de regroupement, dont la forme juridique n'a pas été communiquée en CSE, proviendrait d'un litige qui dure depuis plusieurs années car *« le groupe paye des loyers conséquents et le bailleur ne fait pas de travaux d'entretien. Et en 2025, il a augmenté le loyer. Ça a été la goutte d'eau. Le groupe a envisagé de partir et, quitte à payer quelque chose, de construire quelque chose de neuf »*.

Parmi ces chantiers d'envergure non réalisés (réseau d'eau chaude, verrière, huisseries), certains nécessiteraient un arrêt de 2 à 3 mois des activités de la clinique, *« selon une étude d'il y a deux à trois ans et c'est impossible ».* L'augmentation de 800 000 euros du loyer d'Europe appliquée par le bailleur en 2025, l'amenant à 6,8 millions d'euros par an (4,5 millions pour Mathilde), a amené Vivalto à projeter la construction de deux bâtiments supplémentaires à Mathilde. L'un dans le prolongement de celui abritant les blocs opératoires, l'autre sur un terrain situé derrière le site appartenant à la SNCF.

Fin de bail en 2028

Selon les informations que Teddy Baron et ses collègues ont collectées en interne, la position de la SNCF aurait varié sur le fait de vendre ces terrains qui, par ailleurs, se trouvent en zone inondable. La construction demanderait une étude particulière. Ajouté à cela l'instruction d'un permis de construire. Si le projet devait aller au bout, il ne serait pas livré avant plusieurs années. *« Il y a eu un CSE en décembre, on nous a parlé de 2030, 2031. Il y a eu des réunions de salariés des deux établissements début janvier, d'abord Europe puis deux jours plus tard Mathilde, là c'est la date de 2029 qui a été évoquée »*. Seule certitude, à l'heure actuelle, le bail d'Europe se termine en 2028.

Des questions en suspens

Question emploi, *« une psychose s'était un peu installée parmi les salariés, d'où les réunions de janvier. On nous dit qu'il n'y aura pas de suppression d'emplois, mais les promesses faites par un responsable n'engagent pas son successeur »*, fait valoir Teddy Baron. La clinique Mathilde emploie plus de 500 personnes, celle de l'Europe entre 450 et 460 (près de 430 en CDI et une vingtaine de CDD). *« Nous on est en difficulté de personnel médical et paramédical, dans les années à venir il y a beaucoup de chirurgiens qui vont partir à la retraite et c'est très dur à trouver, donc avec un regroupement des deux, les effectifs seraient pleins »*.

En 2023, Vivalto a précisé que ses trois cliniques rouennaises (en comptant Saint-Antoine) accueillaient en moyenne 52 000 patients par an aux urgences et en soins non programmés et disposaient de plus de 740 lits et places.

Lire aussi

Municipales 2026 : le maire Thierry Vanderpert se présente pour la seconde fois

Interpellé alors qu'il venait de casser une vitre de voiture avec un parpaing à Déville-lès-Rouen

20 films en 12 jours : ce qu'il faut savoir sur la semaine italienne au cinéma Ariel de Mont-Saint-Aignan

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rouen (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen





Municipales 2026 : le maire Thierry Vanderpert se présente pour la seconde fois



À Rouen, le groupe Vivalto planche sur un regroupement des cliniques Mathilde et Europe



À Rouen, la créatrice de bijoux Ingrid Degremont ouvre une seconde boutique rue Beauvoisine





Video

[Hockey – Coupe de France : la victoire des Dragons de Rouen est d’abord et avant tout celle d’un groupe]



[Interpellé alors qu’il venait de casser une vitre de voiture avec un parpaing à Déville-lès-Rouen]



[20 films en 12 jours : ce qu’il faut savoir sur la semaine italienne au cinéma Ariel de Mont-Saint-Aignan]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

À Lillebonne, Caux Seine agglo organise deux jours de rencontres pour trouver un emploi saisonnier

Paris Normandie

4–5 minutes

Les 6 et 7 février 2026, Caux Seine Agglo organise le rendez-vous des Rencontres de l'emploi saisonnier à la Maison des compétences de Lillebonne. Douze recruteurs sont à la recherche de jeunes travailleurs à l'été 2026.



À Lillebonne, Caux Seine agglo organise deux jours de rencontres pour trouver un emploi saisonnier. - STEPHANIE PÉRON CLÉMENT

Publié: 2 Février 2026 à 12h15 Temps de lecture: 1 min

La Maison des compétences de Lillebonne sera de nouveau la terre d'accueil des Rencontres de l'Emploi saisonnier. Un rendez-vous organisé par Caux Seine agglo et ses partenaires, les 6 et 7

février 2026, où les jeunes majeurs et leurs parents sont invités à rencontrer de potentiels employeurs sur la période estivale.

Consultez l'actualité en vidéo

Un salon divisé en deux pôles

Ces journées de rencontres de l'emploi saisonnier se structurent autour de deux pôles : le premier est dédié à l'information et permet au public de recueillir conseils et astuces pour bien préparer son job saisonnier. Ce pôle est constitué de deux nouveaux stands s'adressant aux mineurs. « *Nous avons fait le choix cette année de structurer une offre qui pourrait permettre aux mineurs de faire valoir leurs atouts avant leur majorité au sein d'expériences qu'ils pourront valoriser dans le futur »,* explique Amandine Renier, en charge de l'évènement.

Le second pôle est appelé « Mobile Infos 76 ». Il permet la découverte des dispositifs en vigueur pouvant aider un jeune dans sa progression : accès au permis de conduite, pass culture, ou encore au BAFA (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs).

Douze recruteurs

De l'aide à la personne à l'agriculture, en passant par l'animation, une large gamme de recruteurs sera représentée lors des deux journées de rencontres.

Animation

- Les P'tites Canailles » Criquetot-l'Esneval et Saint-Jouin-Bruneval
- MJ4C
- Ville de Lillebonne
- Maison pour tous Gruchet-le-Valasse

Intérim

- Interaction PJ2S
- Adecco pour Renault

Agriculture

- AIDSA : Association d'Insertion des salariées Agricoles
- Natup pour les moissons

Aide à la personne

- Junior Senior
- ADMR Montville

Collectivité

- Caux Seine agglo
- Ville de PJ2S

La Maison des compétences, parc des activités du Manoir à Lillebonne, entrée libre. Vendredi 6 février de 14h à 17h, et samedi 7 février de 10h à 16h.

Lire aussi

Le Prix des Droits de l'Homme récompense l'association « Eau de Coco » de Motteville

« Une nouvelle énergie pour Yvetot » : David Lefebvre présente sa liste pour les élections municipales

À Beuzeville-la-Grenier, Max Obione présente son nouveau film tourné sur place

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Lillebonne (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Lillebonne



Video

« Plus rentable d'acheter que de louer » : en pays de Caux,

[comment se porte le marché de l’immobilier ?]



[À Lillebonne, Caux Seine agglo organise deux jours de rencontres pour trouver un emploi saisonnier]



[Le Prix des Droits de l’Homme récompense l’association « Eau de Coco » de Motteville]



Video

[Affaire de la Josacine empoisonnée : l’expertise qui sonne comme un nouvel espoir pour Deperrois]



[« Une nouvelle énergie pour Yvetot » : David Lefebvre présente sa liste pour les élections municipales]



[À Beuzeville-la-Grenier, Max Obione présente son nouveau film tourné sur place]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Deux cents postes à pourvoir au job-dating chez Pro Agora, le 5 février près de Dieppe

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

4–5 minutes

Le site de coworking, formation et autres séminaires Pro Agora propose pour la première fois un job-dating avec une quarantaine d'entreprises locales. Environ deux cents postes sont à saisir, le 5 février à Arques-la-Bataille…

Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 2 Février 2026 à 12h14 Temps de lecture: 2 min

Des bureaux, des conférences, des formations, des séminaires, des espaces de coworking… et maintenant un job-dating ! Pro-Agora, installé sur l'ancien site Regma d'Arques-la-Bataille où Normandy Eco-Space avait déjà ranimé l'activité, organise, avec Job 76 (service du Département) et en partenariat avec le Plie (Plan local d'insertion et d'emploi) de l'Agglo Dieppe-Maritime, France Travail, Cap Emploi et la Mission locale du Talou, un grand rendez-vous autour de l'emploi, le jeudi 5 février en matinée de 9 h 30 à 12 h 30.

Quarante entreprises, deux cents offres d'emploi

Sur place, une quarantaine d'entreprises proposeront quelque deux cents postes à pourvoir dans des domaines très divers : industrie, nucléaire, travaux publics, services à la personne, entretien industriel, services de l'État (Armée de l'air). Plus précisément, les offres d'emploi concerneront des entreprises du bassin d'emploi

dieppois telles que Transdev, Fremach, Coq Marée, Véolia, Sotumec, l'Opad, l'Apave, Kaefer, l'ADMR, des entreprises en lien avec le grand chantier de l'EPR2 et plusieurs agences d'intérim.

Pour participer à l'événement, il est conseiller de s'inscrire au préalable sur la plateforme « Mes événements emploi » ou en ligne à l'adresse my.weezevent.com/jobdating-proagora. Pour se rendre sur place, une navette gratuite Deep Mob sera mise en place au départ de la gare de Dieppe, avec deux départs à 9 h et 10 h (et le retour assuré).

Job-dating ouvert à tous le jeudi 5 février de 9 h 30 à 12 h 30 à Pro Agora, 6, rue Verdier-Monetti à Arques-la-Bataille. Inscription en ligne à l'adresse https://my.weezevent.com/jobdating-proagora. Navettes gratuites au départ de la gare de Dieppe à 9 h et 10 h.

Lire aussi

Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large

Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté

Vente aux enchères : plus de 240 000 € pour une Alpine de 1971

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Arques-la-Bataille (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe





En attendant que le pont Colbert tourne à nouveau à Dieppe, les commerçants du Pollet tiennent bon



Luce Mouchel revient jouer à Dieppe où elle a grandi, « comme si c'était la première fois… »



Municipales 2023. À Envermeu, le maire «fatigué de lutter contre les élus», règle ses comptes



Municipales 2026. À Mers-les-Bains, Jean-Gabriel Rolleri entre en campagne



Municipales 2026. Laurent Servais-Picord repart pour un quatrième mandat à Torcy-le-Grand



Pays de Bray : victoire des boxeurs Normands sur les Italiens de Grosseto à Forges-les-Eaux

Voir plus d'articles

Juste pour vous

francebleu.fr

L'installation d'une antenne de téléphonie proche des habitations à Longuerue, près de Rouen, suscite la colère - ICI

Sarah-Yasmine Ziani

6–7 minutes

L'emplacement de la future antenne 4G-5G est prévue juste à côté de ce camion agricole à Longuerue. © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Publié le mardi 3 février 2026 à 8:01

Un projet d'installation d'une antenne 4G-5G à Longuerue près de Rouen est contesté par des habitants en ce début février. Le problème : l'emplacement sur une parcelle trop proche des maisons, notamment à 33,5 mètres du jardin de Manuel Cargnelutti, un habitant de cette petite commune rurale.

Quelque 33,5 mètres : c'est la distance qui sépare le jardin de Manuel Cargnelutti, un habitant de Longuerue, près de Rouen, et l'emplacement de la future antenne relais 4G-5G Bouygues Telecom. *"On a la chance d'avoir deux arbres, mais la vue au quotidien sera bien impactée"*, regrette-t-il. C'est en novembre 2024 que la société Phoenix, chargée d'installer l'antenne de l'opérateur, affiche sa déclaration préalable.

Et **avec ce pylône d'une trentaine de mètres au milieu des maisons normandes**, ce n'est pas seulement la vue qui inquiète les riverains ; ils s'interrogent sur les conséquences sanitaires pour les habitants et les animaux de cette commune rurale. Ils s'appuient notamment sur des études de l'Anses, l'Agence nationale de sécurité sanitaire, qui suggèrent qu'il existe encore trop peu de littérature scientifique pour évaluer précisément les effets de la 5G sur la santé.

"Ma maison serait dévaluée de 40.000 euros"

"La réglementation ne prévoit pas de distance minimale requise entre les habitations et l'antenne, explique Manuel Cargnelutti. *Toutefois, l'ANFR, l'Agence nationale des fréquences, recommande une distance de 100 mètres par rapport aux écoles*. *Bon, nous, on n'est pas une école, mais on a quand même une fille de deux ans."* **Sa maison de 180 mètres carrés pourrait aussi subir une dévaluation, selon une agence immobilière**. *"Elle est estimée à 40.000 euros de moins, avec l'antenne."*

Avec ce projet d'antenne relais, Bouygues Telecom entend *"optimiser la couverture réseau et augmenter la capacité de débit"* sur le territoire de Longuerue. Mais ce n'est pas une demande des habitants, martèle Ludovic Conseil, un élu de la mairie. *"Sachant aussi que d'après les études de l'ARCEP, l'autorité qui régule les communications électroniques, la seule zone blanche sur la commune est un bois où l'on ne peut pas faire de randonnée."*d'après les études de l'ARCEP, l'autorité qui régule les communications électroniques, la seule zone blanche sur la commune est un bois où l'on ne peut pas faire de randonnée."

La commune de Longuerue est couverte à 70% par le réseau Bouygues Télécom, selon l'Arcep © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Manuel Cargnelutti, soutenu par 80 habitants (sur environ 350 au total) **qui ont signé une pétition manuscrite, a donc déposé un recours** auprès de la mairie, de la préfecture et de la société chargée d'installer l'antenne Bouygues Telecom. L'entreprise de téléphonie, qui a échangé avec les habitants lors d'une réunion publique en décembre dernier, assure de son côté qu'elle ***"respecte l'ensemble des réglementations en vigueur concernant son projet d'implantation d'antenne mobile."***

Alors les riverains opposés au projet ont proposé d'autres parcelles, certaines sur le même chemin que l'emplacement prévu à ce jour, *"mais un peu plus loin des maisons, pour éloigner l'antenne des riverains."* Bouygues Telecom n'y a pas donné suite en raison de contraintes techniques et financières, indique **Manuel Cargnelutti.** *"Ils ont donné comme raisons : l'éloignement du réseau électrique et le niveau [trop bas] de carrossabilité du chemin."*

Les Longuerois mobilisés continuent donc de chercher d'autres parcelles conformes aux contraintes techniques, pour espérer parvenir à un compromis.

Pour afficher ce contenu Google Maps, vous devez accepter les cookies **Mesure d'audience**.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

- Téléphonie
- Chantiers – Travaux
- Protection de l'environnement

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies *Mesure d'audience et web analyse*.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

Passer la section

- Le soir du 31 décembre 2025, une habitante de Quévreville-la-Poterie, âgée de 73 ans, a loué son petit gîte à un couple. Marie a finalement dû expulser une vingtaine de fêtards.

  Le 01/01/2026 à 19:55

- Ce jeudi 11 décembre, un exercice de sécurité civile d'ampleur était organisé autour de l'usine de chimie Brenntag à Montville au nord de Rouen, classée Seveso seuil haut. Il a été finalement reporté par la préfecture suite à l'accident d'un avion de tourisme près du Havre.

  Le 10/12/2025 à 19:09

- Les pompiers sont intervenus pour une fuite de gaz, ce mercredi après-midi en pleine rue à Rouen. Un engin de chantier a endommagé une canalisation rue des Halettes. Les riverains ont été confinés et un périmètre de sécurité mis en place.

  Le 01/10/2025 à 18:29

- Ce lundi 24 novembre 2025 au matin, une bombe de 222 kilos datant de la Seconde Guerre mondiale a été désamorcée par les démineurs de Caen à Bosc-le-Hard, au nord de Rouen. Si on trouve régulièrement des explosifs en Normandie, ce déminage a nécessité des moyens exceptionnels.

  Le 24/11/2025 à 18:24

Autour de chez vous

Passer la section

Recevez chaque jour l’essentiel de l’actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S’abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

francebleu.fr

"Maintenant, ça peut arriver à tout le monde" : de plus en plus de sans-abris en France, et Rouen ne fait pas exception - ICI

J'autorise

7–8 minutes

Hakim et trois autres personnes ont installé leur campement de fortune au milieu de la 2x4 voies sous le pont Guillaume-le-Conquérant © Radio France - Emmanuel Grabey

Diffusé le mardi 3 février 2026 à 7:31

Publié le mardi 3 février 2026 à 7:31

La Fondation pour le logement publie mardi 3 février 2026 son 31e rapport sur l'état du mal-logement en France. Les expulsions locatives et les demandes de logements sociaux sont au plus haut, et de plus en plus de personnes se retrouvent à la rue. ICI Normandie est allée à leur rencontre.

La Fondation pour le logement publie mardi 3 février 2026 son 31e rapport sur l'état du mal-logement en France. Elle dénombre 4,2 millions de personnes mal logées dans notre pays, qu'il s'agisse de personnes logées chez des tiers, avec des conditions de logement très difficiles, ou sans domicile. Un million de personnes n'ont pas de logement personnel. Le nombre d'expulsions locatives avec concours de la force publique a atteint un record historique en 2024, 24.556, soit une **hausse de 29 % en un an et 223 % en 20 ans**.

Endurer le bruit et le froid

Le nombre de sans-abri explose, on l'estime **désormais à 40.000, contre 12.000** en 2012. À Rouen, sous le pont Guillaume-le-Conquérant, au milieu de la 2x4 voies, un campement de fortune composé de deux tentes, d'une table et d'une chaise de camping a pris place sur le petit îlot en béton. *"On s'était mis de l'autre côté,*

mais il y avait trop de rats", explique Hakim, l'une des quatre personnes qui occupe ces tentes. *"Du coup, on s'est mis au milieu parce que les rats ne traversent pas la route. Mais le bruit, jour et nuit,c'est infernal ! Aussi insupportable que le froid. Mais au moins on est à l'abri quand il pleut."*

Hakim est **à la rue depuis sa séparation** il y a six mois. *"À 49 ans, c'est dur. C'est la première fois de ma vie que je me retrouve à la rue"*, explique celui qui a été chef de chantier en démolition pendant 20 ans. Il n'est pourtant pas sans ressources : il perçoit encore les allocations chômage. Mais sa demande pour faire valoir son droit au logement opposable est pour l'heure restée vaine. Tout comme sa recherche d'emploi, malgré le numéro de téléphone qu'il a inscrit en gros caractères sur sa tente.

De moins en moins de places d'urgence

Des profils comme le sien, l'association Solid'R en voit de plus en plus lors de sa **maraude du dimanche midi**. *"Depuis en moyenne six mois, on voit de plus en plus de personnes à la rue"*, déplore Edwige Maupu, la présidente de l'association. *"Le nombre augmente chaque semaine. Et chaque dimanche, on fait appel au 115 pour loger des bénéficiaires. Mais malheureusement, il y a de moins en moins de places, voire quasiment plus."*

Sans compter que les **structures d'accueil d'urgence** ne sont pas adaptées pour tous les profils. *"J'ai quatre chats"*, raconte Valérie, une quinquagénaire expulsée de son logement juste avant la trêve hivernale. *"J'ai un trouble du spectre autistique, ce sont mes animaux thérapeutiques. Je ne peux pas et ne veux pas m'en séparer. Il y a des centres pour personnes avec chien, mais pas avec chat. Alors oui, on me propose une mise à l'abri, mais pour une semaine seulement. Une semaine au chaud, une semaine au froid... Et qu'est-ce que je fais de mes chats ?"*, soupire celle qui vient souvent à la Chaloupe, un accueil de jour géré par le CCAS (Centre communal d'action sociale) de la ville de Rouen.

M. et Mme Tout-le-monde peuvent être touchés

Les personnes sans abri peuvent y poser leur sac quelques heures, prendre une douche, un repas. Ou se faire aider dans leurs **démarches pour trouver un logement**. *"Avant, on avait un peu le public de rue 'marginal', comme on connaît tous"*, explique Coralie Devingt, éducatrice depuis dix ans à la Chaloupe. *"Maintenant, ça peut toucher un peu Monsieur et Madame Tout-le-monde. Qui dit*

être à la rue, dit ne pas avoir d'endroit pour stocker. Donc on perd souvent les papiers, on perd souvent la pièce d'identité, on perd les feuilles d'impôts. Et c'est ces papiers-là qu'on vous demande quand vous accédez à un logement."

Et c'est tout le système qui est grippé, explique-t-elle. *"Le plus grand nombre de logements qui est demandé, c'est des petits logements, le studio ou le F2. Quand vous êtes tout seul et au RSA, c'est le logement que vous allez demander. Et comme c'est le plus demandé, il n'y en a pas beaucoup et on va privilégier les personnes qui ont davantage de ressources."*

- Rouen
- ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies *Mesure d'audience et web analyse*.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Passer la section

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Sur le même thème

Passer la section

- Un an après la mort d'une cycliste de 28 ans, fauchée par la conductrice d'une fourgonnette, le 14 janvier 2025 à Rouen, ses proches et des membres de l'association Sabine, l'asso vélo de Rouen, se sont retrouvés sur les lieux du drame en sa mémoire et en présence de Maéva, l'une des deux rescapées.
- Le ministre de l'Intérieur a demandé mercredi aux préfets de

renforcer les contrôles dans les bars dansants, quasiment 20 jours après l’incendie à Crans-Montana en Suisse, qui a fait 40 morts. Côté contrôles, qu’en est-il à Rouen ?

- Les urgences du CHU de Rouen sont en tension depuis fin novembre et encore plus en ce début 2026. Entre les épidémies hivernales comme la grippe, les intempéries mais aussi la grève des médecins libéraux, les urgences espèrent que cette tension baissera d'ici une dizaine de jours.
- Elle veut devenir la prochaine maire de Rouen : Marine Caron a lancé sa campagne samedi, à moins de deux mois des élections municipales. La candidate de la droite et du centre, soutenue par Horizons, le parti d’Édouard Philippe, est l'invitée d'ICI Normandie ce lundi 26 janvier.

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d’ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S’abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

france3-regions.franceinfo.fr

Auto-écoles : "On est sur les dents pour répondre aux demandes", le rush des inscriptions au permis avant la fin du CPF

Écrit par Clémence Blanche

5–7 minutes

Le Compte Professionnel de Formation (CPF) permettait jusqu'à présent de financer le passage du permis pour les personnes disposant d'un emploi. Mais cette mesure est exclue du budget 2026, voté ce lundi 2 février 2026 à l'Assemblée nationale. Les candidats se ruent sur les auto-écoles avant la fin du dispositif.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

"*Prêtes ? On y va ?*" Le moniteur interroge un groupe de trois jeunes femmes, venues dans une auto-école du Havre (Seine-Maritime), lundi 2 février 2026, pour un dernier cours de conduite avant leur examen, prévu à la fin de la semaine. Elles figurent parmi les dernières à le financer via leur Compte Personnel de Formation (CPF).

Car le budget 2026, voté définitivement ce lundi à l'Assemblée nationale après trois 49.3, doit exclure cette possibilité dans son volet dépenses. Seuls les demandeurs d'emploi pourront encore en bénéficier.

Le gérant de l'auto-école du Havre (Seine-Maritime) explique aux trois jeunes femmes le déroulé de la séance groupé avant d'entrer dans le véhicule, lundi 2 février 2026. • © Judikaelle Rousseau -

France Télévisions

Alors, comme les trois jeunes femmes en formation groupée et intensive, beaucoup d'apprentis conducteurs se dépêchent pour passer le permis avant la fin du dispositif. Et les auto-écoles essayent tant bien que mal de satisfaire la demande.

"*On est sur les dents, dans les starting-blocks pour répondre aux demandes qui arrivent en masse*", témoigne Olivier Ribet, gérant de l'auto-école St Vincent au Havre. Quand il a su que le dispositif allait bientôt disparaître, le moniteur n'en menait pas large.

> Moi je fonctionne énormément avec ça, j'ai eu moins 80 % de mon activité qui est liée au financement du CPF. Donc, avec la restriction, je ne sais pas ce que ça va donner.
>
> *Olivier Ribet*
>
> Gérant d'une auto-école

Justement, son téléphone sonne pendant le cours de conduite. Une maman solo cherche à passer son permis en vitesse avec son compte formation et souhaite des renseignements. Pour le gérant, les demandes de permis à moindre coût sont toujours aussi fortes et ne risquent pas de cesser à l'avenir.

Sira Decaix est l'une des trois apprenties ce lundi. Malgré plusieurs tentatives infructueuses, la jeune femme souhaite vraiment obtenir le précieux sésame "*pour gagner en indépendance*". Et sans les fonds du CPF qui financent plus de la moitié de ses leçons, "*ça n'aurait pas forcément été possible ou en tout cas plus difficile"*, explique-t-elle.

> Je trouve ça dommage que ce ne soit plus accessible car on cotise pour être formée et c'est une partie intégrante d'un droit à la formation normalement.
>
> *Sira Decaix*
>
> Candidate au permis de conduire

Le permis B coûte en moyenne entre 1 500 et 2 000 euros. "*Les heures de conduite sont chères et le CPF est une aide utile, certaines personnes ne le passeront pas sans ça ou pas tout de suite*", ajoute Sira Decaix.

Le compte formation propose de nombreux services : passage du permis de conduire en tête (un quart des candidats au permis le passent via leur CPF), réalisation de bilan de compétences, actions

de formation dispensées aux créateurs et repreneurs d’entreprises, etc.

"*C'est vraiment une excellente aide, et on voit qu'ils durcissent depuis quelques années l'accès aux utilisateurs*", analyse Olivier Ribet. Il explique avoir eu connaissance de personnes étrangères en difficulté qui n'arrivent pas à déverrouiller leur compte CPF, pourtant lié à leur activité professionnelle.

Le moniteur évoque alors des solutions, sans grande conviction. Pourquoi pas faire plus de communication auprès de partenaires sociaux ou intensifier les partenariats avec France Travail. "*Mais c'est un peu compliqué de travailler avec ces derniers parce qu'ils ont déjà des processus en place et il y a beaucoup de personnes qui commencent la formation sans la terminer, faute de moyens suffisants*", témoigne Olivier Ribet.

> L'État dit qu'il met en place des aides pour les jeunes, malheureusement on voit qu'elles sont éphémères et que beaucoup de personnes vont rester dans la précarité.
>
> *Olivier Ribet*
>
> Gérant d'une auto-école

Les apprenties conductrices du jour comme le moniteur dénoncent un système construit comme un cercle vicieux, laissant les plus précaires sur le carreau. "*Le problème est là : les gens travaillent et pour garder leur activité ils sont obligés de se déplacer, mais si on ne leur permet pas de financer leur permis, comment vont-ils faire ?*"

Avec Kelvin Jinlack et Judikaëlle Rousseau.

france3-regions.franceinfo.fr

VIDÉO. "On a rattrapé une partie du retard" : 10 ans après la réunification de la Normandie, les trains sont-ils (vraiment) plus ponctuels ?

Écrit par Mélisande Queïnnec

10–12 minutes

Le train est ancré dans les habitudes des Normands. C'est en tout cas ce que révèlent les derniers chiffres de la SNCF et de la Région Normandie. Notre région est la première, en France, à avoir obtenu l'entière compétence de la gestion de ses Intercités, investissant massivement dans le ferroviaire avec l'espoir de booster la fréquentation des trains... Et d'améliorer leur ponctualité. Avec plus ou moins de succès.

L’actu des régions

Chaque jour, un tour d’horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L’actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

C'était il y a dix ans. La Haute et Basse-Normandie étaient réunifiées. Peu après, le transfert de la compétence de la gestion des lignes Intercités vers la région nouvellement créée était signé, dès 2016, et acté pour le 1er janvier 2020. L'État versait 1,4 milliard d'euros à la Normandie. Mais les investissements ne faisaient que commencer pour notre Région, avec l'espoir d'améliorer au plus vite la situation ferroviaire très dégradée.

Car oui, souvenez-vous. Pendant des années, on se plaint (et beaucoup) du retard de nos trains normands. Les rames sont à bout de souffle. Le président (Les Centristes) de la Région Normandie, Hervé Morin, fait d'ailleurs ce coup de gueule en avril 2018, sur le plateau de Public Sénat : "*La Normandie, c'est un*

scandale. C'est honteux. C'est le Moyen Âge. Ce sont des trains qui, tous les jours, sont en retard !"

Pour relever le niveau, la Région doit investir... beaucoup. En dix ans, elle débloque une enveloppe de 2,9 milliards d'euros, rachète du matériel flambant neuf, équipé de prises électriques et du wifi, procède à la modernisation voire à l'ouverture de centres de maintenance (il existe aujourd'hui des Technicentres SNCF à Sotteville-lès-Rouen, Le Havre, Cherbourg, Caen et Granville), remet en état les infrastructures, les gares, les automates...

> Avec Hervé Morin, on a considéré que la situation était inacceptable. (Le coût du train), c'est un gros effort pour une région. On a acheté du matériel neuf, on a créé des ateliers pour entretenir ce matériel et on a rénové les voies autant qu'on pouvait. Je ne sais pas si on pourra continuer dans les années à venir à investir autant, mais en tout cas, on a rattrapé une partie du retard.
>
> *Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la Région Normandie en charge des transports*

Exit, donc, les Corail, place aux Régiolis et aux Omneo 2. Les derniers ont été livrés l'année dernière. "*Il y a eu une évolution, on ne va pas se le cacher, quand la Région a repris la gestion des Intercités. On a aujourd'hui de nouveaux trains, un matériel homogène, ce qui est plutôt positif*", note Karine Courteaud, présidente de l'Association de défense des usagers du rail normand (Adurn) et usagère du Paris-Rouen-Le Havre.

> La Région a investi dans ces nouveaux matériels, ces nouvelles rames. Elle a aussi investi dans les ateliers de maintenance. Et finalement, les deux, ensemble, font que le service est plus fiable et que la ponctualité est bien meilleure.
>
> *Grégoire Forgeot d'Arc, directeur des lignes normandes – SNCF Voyageurs*

Pour Grégoire Forgeot d'Arc, directeur des lignes normandes pour SNCF Voyageurs, cela ne fait aucun doute : la reprise du train par la Région a tout changé. En particulier, le regard que portent les passagers sur le ferroviaire. Ils semblent plus prompts à choisir le train pour se déplacer. "*Les conditions de voyage, le confort à bord, c'est un déterminant très important pour faire préférer le train. Et ça, la Région l'a bien compris*", assure-t-il.

Des trains plus attractifs, et surtout plus ponctuels. Selon les derniers chiffres de la Région Normandie et de SNCF Voyageurs,

dévoilés mi-janvier lors d'une conférence de presse, 91 % des trains normands sont à l'heure. "*Cette ponctualité atteint 98,2 % si l'on tient compte des seuls retards qui lui sont imputables*", lit-on dans un communiqué.

La fréquentation augmente donc logiquement (+ 23 points depuis 2019) : 42 millions de voyageurs ont emprunté les lignes normandes en 2025, soit 114 000 passagers quotidiens.

Côté satisfaction, les chiffres évoquent 93,3 % des clients des trains Nomad globalement satisfaits. Mais rien à faire... La majorité des voyageurs que nous rencontrons sur le parvis de la gare de Rouen ont plutôt tendance à déplorer des retards encore trop fréquents et trop importants. Même s'ils se réjouissent du confort des trains, des prises électriques et de la connexion internet – capricieuse, mais existante.

> On se dit "à quelle heure on va rentrer, est-ce qu'on va avoir des bus pour rentrer ?" À Rouen, c'est un peu compliqué, les transports en commun se terminent super tôt.
>
> *Tiffany, usagère de la ligne Intercités Rouen-Paris*

Alexis, usager de la ligne Intercités Rouen-Paris depuis... une semaine, note : "*J'ai déjà eu plusieurs retards à cause d'un problème d'aiguillage, à cause d'un malaise dans un train en amont malheureusement, ou même d'un colis abandonné sur une voie. En une semaine ! Ça fait beaucoup...*"

Même constat pour Leigh-Ann, qui a très souvent pris le Rouen-Paris ces dernières années. Elle a heureusement pu compter sur la compréhension de son entreprise francilienne : "*Heureusement qu'il y a le télétravail... J'ai déjà eu plusieurs fois le cas de devoir rester en télétravail à cause des trains.*"

VIDÉO - Reportage de M. Queïnnec, A. Delahaye, O. Flavien et E. Partouche. Entretien avec Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la Région Normandie en charge des transports, par S. Le Pape

durée de la vidéo : 00h06mn31s





Trains : où en est-on, 10 ans après la réunification de la Normandie ? • ©France 3 Normandie

Nous avons tourné un lundi matin, en heure de pointe – et ce jour-là, tous les trains sont à l'heure. Mais certains passagers ne sont pas dupes. Comme Aurélien, usager de la ligne Intercités Rouen-Paris : "*Au niveau des horaires, ils ont trouvé l'astuce*, s'amuse-t-il, *ils ont rallongé le temps de trajet. Donc ils se sont mis une marge de manœuvre, je pense.*" Il avoue néanmoins : "*Globalement, ça s'est amélioré sur les 10 dernières années.*"

Aurélien a mis le doigt sur un point sensible. Les temps de trajet sont bel et bien en hausse. Et les associations d'usagers confirment que des progrès restent à faire, en termes de performance.

Karine Courteaud, présidente de l'Association de défense des usagers du rail normand (Adurn), note : "*Il y a encore des sujets sur lesquels on souhaite travailler, et notamment le temps de trajet qui s'est détérioré. Il y a 15 ans, on mettait 1h08 pour faire Paris-Rouen. Aujourd'hui, on est plus sur 1h20 voire 1h25 pour certains trains de pointe sans arrêt supplémentaire*".

Lors de la reprise des Intercités par la Région Normandie, les associations d'usagers ont collaboré avec les élus locaux pour repenser totalement les grilles horaires des trains, pour beaucoup inadaptées aux besoins des voyageurs réguliers, notamment des "navetteurs" (ceux qui empruntent chaque jour le train pour se rendre au travail, à Paris par exemple).

L'Association de défense des usagers du rail normand (Adurn) fait de la ponctualité des trains son cheval de bataille et communique, sur les réseaux sociaux, sur chaque difficulté rencontrée.

Pour assurer des trajets plus fluides, de la réservation du billet à l'arrivée, la région confirme toutefois poursuivre ses investissements. Face aux aléas climatiques de plus en plus fréquents, elle renforce sa coopération avec SNCF Réseau, en charge de l'entretien des rails. Elle enrichit également son offre de 70 nouveaux trains en 2026 et poursuit la modernisation des automates dans les 53 gares normandes.

La Région Normandie annonce également l'ouverture d'une voie spéciale "chocs" au centre de maintenance de Sotteville – cette amélioration, invisible pour les usagers, permettra d'accélérer fortement la réparation des rames endommagées, en cas de choc avec un animal divaguant sur les voies, par exemple.

> Il y a des attentes très fortes des Normands parce que le sujet des mobilités est très important. C'est la qualité de vie, la possibilité de se déplacer pour aller étudier, pour aller travailler, pour aller rencontrer des gens de sa famille ou des amis. Donc on en a évidemment fait une priorité avec Hervé Morin. C'est le premier budget de la Région depuis dix ans.
>
> *Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la Région Normandie en charge des transports*

Quant à l'ouverture à la concurrence, actée pour le hub ferroviaire de Caen, "l'Etoile" de Caen, elle pourrait redessiner le paysage ferroviaire normand. Dès juillet 2027, le nouvel opérateur – RATP Dev – va exploiter dix liaisons, Saint-Lô, Evreux, Rouen, Rennes… Avec Caen comme point névralgique.

"*On va en profiter pour augmenter l'offre justement, et c'est une attente très forte des Normands. Il y aura 50 % de trains en plus à partir de 2027*", se réjouit Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la Région Normandie en charge des transports, invité de l'édition spéciale "10 ans de la réunification de la Normandie" d'ICI 19/20, jeudi 29 janvier.

> S'il faut investir dans la Ligne Nouvelle Paris-Normandie, alors évidemment, la Région sera au rendez-vous.
>
> *Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la Région Normandie en charge des transports*

À Rouen, là aussi, les prochaines années seront synonymes de changements. Outre le projet de Ligne Nouvelle Paris-Normandie (LNPN) et la très attendue gare de Saint-Sever, toujours sur les rails, les lignes rouennaises ne couperont pas à cette ouverture à la concurrence, préconisée par l'Union européenne.

Mi-octobre 2025, l'appel d'offres a été publié. L'opérateur sera choisi par la Région dans deux ans. Six lignes seront a minima concernées (Yvetot-Elbeuf, Rouen-Dieppe, Paris-Dieppe, Rouen-Amiens, Rouen-Le Havre et Fécamp-Le Havre). Les premiers trains pourraient circuler à l'horizon 2029 ou 2030.

paris-normandie.fr

Comment le lycée de Neufchâtel-en-Bray lutte contre le gaspillage alimentaire… et a obtenu un prix

Maëlle Villette (correspondante)

5–6 minutes

Au lycée Georges Brassens de Neufchâtel-en-Bray, le gaspillage alimentaire n'est pas pris à la légère, comme en témoigne la récompense obtenue par l'établissement, dans le cadre du plan régional « Je mange normand dans mon lycée ».

Par Maëlle Villette (correspondante)

Publié: 2 Février 2026 à 20h15 Temps de lecture: 1 min

Engagées dans la lutte contre le gaspillage alimentaire, les équipes du lycée Georges-Brassens de Neufchâtel-en-Bray ont eu l'agréable surprise que leur établissement soit distingué au niveau régional pour ses actions, dans le cadre du plan régional « Je mange normand dans mon lycée ».

Ce plan, mis en place par la Région Normandie, comporte quatre catégories qui visent à valoriser l'agriculture normande, privilégier le circuit court, privilégier une alimentation de qualité et locale et lutter contre le gaspillage alimentaire. Le lycée neufchâtelois s'est vu ainsi attribuer la première place dans la catégorie « Anti-Gaspillage ». Il obtient des résultats très encourageants avec 32 grammes de déchets alimentaires par personne et par repas.





Le lycée Georges-Brassens de Neufchâtel-en-Bray a été récompensé pour sa lutte contre le gaspillage alimentaire. - Photo Paris Normandie

Large choix de plats

Selon le chef de la restauration scolaire, ce faible niveau de gaspillage est en partie dû au large choix de plats auquel les élèves ont accès : *« Nous n'imposons pas de plat à tout le monde, ce qui engendre, je pense, d'avoir moins de gaspillage. »* Ne pas imposer un plat unique permet que *« chacun trouve un plat qu'il va préférer ».* Jean-François Dequeker, secrétaire général de l'établissement, tient à ajouter que *« l'une des raisons du faible gaspillage c'est la qualité des repas que l'on sert aux élèves ».*

Chaque jour, le lycée sert environ 1 000 repas qui sont cuisinés sur place par les neuf 9 agents de la restauration scolaire. Les quantités sont adaptées au jour le jour, suivant le nombre d'élèves prévu à la cantine. Timaille, un élève de seconde, élu éco délégué de sa classe, souligne que selon lui les élèves aussi participent à la lutte contre le gaspillage, en faisant attention à prendre des aliments et des quantités qui leur correspondent : *« Je sais que les élèves savent à peu près quelle quantité ils veulent. Ils ne vont pas en prendre plus juste pour en avoir plus. Ils ont conscience de la responsabilité qu'ils ont contre le gaspillage et ce qu'il entraîne. »*





Les élèves du lycée Georges-Brassens de Neufchâtel-en-Bray ont accès à plusieurs poubelles pour trier leurs déchets après le repas. - Photo Paris Normandie

De plus, les agents de la restauration sont présents pour les sensibiliser sur les questions du gaspillage alimentaire. Les élèves participent ainsi au triage des déchets, après leur repas : ils jettent dans une première poubelle tous les emballages et ensuite les restes alimentaires sont déposés dans un broyeur.

Lire aussi

Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Dieppe et dans le pays de Bray

Interpellée avec 2,28 g d'alcool dans le sang à Dieppe

Dans le pays de Bray, les icônes pop de Leblon Delienne, un savoir-faire reconnu mondialement

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Neufchâtel-en-Bray



Comment le lycée de Neufchâtel-en-Bray lutte contre le gaspillage alimentaire… et a obtenu un prix



Municipales 2026. À La Feuillie, Pascal Legay candidat à sa succession pour assurer les projets en cours



Pays de Bray : victoire des boxeurs Normands sur les Italiens de Grosseto à Forges-les-Eaux



Municipales 2026. « L’amour du pays de Bray et de Londinières » : Armelle Biloquet brigue un nouveau mandat



Deux cents postes à pourvoir au job-dating chez Pro Agora, le 5 février près de Dieppe



« Mieux vaut prévenir que guérir » : le tribunal de commerce de Dieppe mise sur le mode amiable

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Le Prix des Droits de l’Homme récompense l’association « Eau de Coco » de Motteville

Paris Normandie

5–6 minutes

Eau de coco est une organisation non gouvernementale de solidarité internationale. Son siège national est basé à Motteville. En décembre 2025, elle a reçu le prix des Droits de l’Homme.



Fabienne Verger, présidente d’Eau de Coco, et Stéphane Hamouis, son directeur, entourés d’Eric Halbourg et des élus d’Yvetot Normandie ont reçu la médaille d’honneur de Motteville. - Paris Normandie

Publié: 2 Février 2026 à 15h26 Temps de lecture: 1 min

La mairie de Motteville a accueilli vendredi 30 janvier 2026, en soirée, une cérémonie d’une forte intensité. Le village de 800 habitants, près d’Yvetot, célébrait la remise du Prix des Droits de

l'Homme de la République française à l'association Eau de Coco. La distinction avait été remise officiellement à l'association, en décembre 2025, par la ministre Aurore Bergé.

« *Ce prix représente bien plus qu'une distinction : c'est une reconnaissance forte de l'engagement quotidien de nos équipes, nos bénévoles et nos partenaires auprès des enfants les plus vulnérables* » avait alors déclaré Fabienne Verger, la présidente de l'association.

Un ancrage local pour un combat mondial

Pour Eric Halbourg, le maire de Motteville, célébrer cette distinction pour une action démarrée dans sa commune était une évidence. « *Ce n'est pas une association spécifiquement pour notre commune, mais c'est une tellement belle initiative* », a-t-il confié. La municipalité soutient d'ailleurs activement Eau de coco en mettant à sa disposition des locaux pour y établir son siège social. Et en l'occurrence il s'agit de la mairie !

Fabienne Verger a rappelé avec émotion, les débuts de cette aventure, à Motteville en 2005. « *Ce qui était une initiative locale, avec quelques amies et la famille, est devenu un engagement reconnu à l'international.* » Aujourd'hui, Eau de Coco accompagne près de 15 000 bénéficiaires chaque année avec des actions sur l'éducation que la citoyenneté. En 20 ans, des délégations ont été ouvertes en Bretagne, en Gironde, à La Réunion.

> Ce qui était une initiative locale, avec quelques amies et la famille, est devenu un engagement reconnu à l'international.

Fabienne Verger, Présidente Eau de Coco

« Remplacer les pioches par des cartables »

Le directeur d'Eau de Coco Stéphane Hamouis, a porté la voix des enfants malgaches, exploités dans les mines de saphirs. « *Là-bas, les enfants descendent dans les trous avant d'apprendre à lire. Certains portent des sacs de terre plus lourds qu'eux* » témoigne-t-il. Grâce à l'École des Saphirs, 1 200 jeunes ont quitté la servitude. « *Ils apprennent à lire, à écrire, à dire, j'existe. On a remplacé les pioches par des cartables, et la peur par la justice*. »

Ce prix national prestigieux agit désormais comme un « *carburant moral* » pour l'équipe mottevillaise, bien décidée à continuer d'offrir un avenir aux « *enfants fantômes* ».

Lire aussi

« Une nouvelle énergie pour Yvetot » : David Lefebvre présente sa liste pour les élections municipales

Rouen : la chambre de l'instruction vire au cours de droit en pleine audience

À Lillebonne, Caux Seine agglo organise deux jours de rencontres pour trouver un emploi saisonnier

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

pays de Caux Motteville (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Yvetot



Video

« Plus rentable d'acheter que de louer » : en pays de Caux, comment se porte le marché de l'immobilier ?





« Une nouvelle énergie pour Yvetot » : David Lefebvre présente sa liste pour les élections municipales

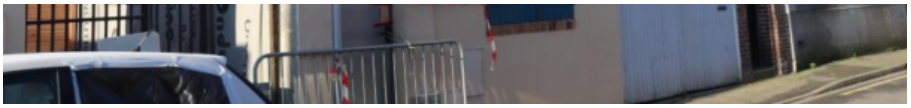


Le Prix des Droits de l'Homme récompense l'association « Eau de Coco » de Motteville



Tourné à Offranville, « Toucher du bois » en projection inaugurale au Rex de Veules-les-Roses !





Rouen : la chambre de l’instruction vire au cours de droit en pleine audience



À Lillebonne, Caux Seine agglo organise deux jours de rencontres pour trouver un emploi saisonnier

Voir plus d'articles

Juste pour vous

Découvrez une sélection d'articles qui correspondent à vos intérêts en vous inscrivant gratuitement

Je m'inscris Je me connecte

tendanceouest.com

Maromme. Le maire David Lamiray interdit les poids lourds dans le centre-ville

Margaux Fresnais

~1 minute

Un arrêté a été émis par le maire de Maromme, David Lamiray, le 28 janvier, pour interdire le passage des poids lourds dans le centre-ville et plus précisément les véhicules de 7.5 tonnes (sauf desserte locale) sur les grands axes de la commune, la rue des Martyrs de la Résistance et la route de Dieppe. Cette décision vise à améliorer la qualité de vie de ses habitants et les conditions de circulation en centre-ville, *"pour le rendre plus apaisé et plus accessible aux mobilités douces comme aux piétons"*, indique l'élu. Bien que le maire dispose de la compétence sur les voiries de sa commune, il doit attendre l'accord de la préfecture, nécessaire lorsqu'il s'agit d'axes de grande circulation, pour mettre en œuvre cette décision municipale.

paris-normandie.fr

Pays de Bray : une réunion publique pour expliquer les enjeux liés à l'eau potable avant les élections

Christine Dhenain (correspondante)

5–6 minutes

À l'approche des élections municipales, l'association Arbre et France nature environnement Normandie organisent, jeudi 5 février 2026 à Forges-les-Eaux, une réunion sur les enjeux de l'eau potable, à destination du public mais aussi des futurs élus.

Par Christine Dhenain (correspondante)

Publié: 3 Février 2026 à 09h52 Temps de lecture: 2 min

La ressource en eau potable, sa gestion, sa distribution, sa qualité : un enjeu de taille, selon l'Arbre (Association Rurale Brayonne pour le Respect de l'Environnement) et France Nature Environnement Normandie (FEN). Elles organisent jeudi 5 février 2026 une réunion publique à Forges-les-Eaux pour en expliquer les problématiques mais aussi les solutions.

« L'environnement recule dans la politique actuelle, il nous semble important que ce sujet soit à son bon niveau de réflexion de la part des collectivités qui vont s'installer en 2026. Il s'agit de leur donner les leviers », explique Raoul Leturcq, membre du conseil d'administration de l'Arbre et au directoire du FEN. L'objectif de cette réunion est de sensibiliser, apporter de la pédagogie aux élus et aux habitants. *« De la réglementation européenne en passant par la loi sur l'eau française en arrivant à l'agence de l'eau, l'idée est de pouvoir accompagner les collectivités mais aussi d'expliquer aux usagers. »*

L’enjeu des polluants éternels

La présence de polluants éternels dans l’eau est un sujet récurrent. *« Si l’on regarde sur 30 ans, nous n’avons pas beaucoup avancé. »* Selon l’Agence de l’eau de Seine Normandie, *« pour 2027, on estime que si on ne met pas en place des actions fortes, nous serons à 18 % de masse d’eau en bon état écologique par rapport à la directive-cadre sur l’eau européenne »,* souligne l’Arbre. À Forges, par exemple, *« nous sommes à près de 40 % de taux de fuite dans le réseau d’eau potable, cela génère en cas de fortes pluies, des eaux non traitées dans la rivière. Avec la loi sur l’eau, on risque d’être devant une décision administrative qui fermera sur un laps de temps la fourniture de l’eau potable. Devrons-nous aller vers une usine de potabilisation entre 5 à 8 millions d’euros ? »*

Accompagner les agriculteurs

En pays de Bray, *« nous sommes inquiets pour le bocage, la présence de prairies permanentes est indispensable pour l’eau ».* Comment stopper la pollution à la source, se passer d’herbicides et accompagner le monde agricole ? Comment laisser un peu plus de place à la végétalisation en ville ? *« Nous parlerons de la maîtrise foncière, des plans d’alimentation territoriaux, comment les collectivités peuvent intégrer dans la restauration collective des produits locaux de qualité. »* Au-delà, les organisateurs de la réunion vont tenter de répondre à une interrogation plus large : *« En cas de sécheresse, comment on se partage l’eau. C’est un enjeu sociétal auquel nous devons tous travailler collectivement, pour éviter demain une guerre de l’eau. »*

Réunion publique pour comprendre les enjeux de l’eau potable, sa gestion, son fonctionnement, son prix : jeudi 5 février au théâtre municipal de Forges-les-Eaux, de 19 h à 21 h.

Lire aussi

Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Dieppe et dans le pays de Bray

Interpellée avec 2,28 g d’alcool dans le sang à Dieppe

Dans le pays de Bray, les icônes pop de Leblon Delienne, un savoir-faire reconnu mondialement

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Neufchâtel-en-Bray



Pays de Bray : une réunion publique pour expliquer les enjeux liés à l'eau potable avant les élections



Comment le lycée de Neufchâtel-en-Bray lutte contre le gaspillage alimentaire… et a obtenu un prix



Municipales 2026. À La Feuillie, Pascal Legay candidat à sa succession pour assurer les projets en cours



Pays de Bray : victoire des boxeurs Normands sur les Italiens de Grosseto à Forges-les-Eaux



Municipales 2026. « L'amour du pays de Bray et de Londinières » : Armelle Biloquet brigue un nouveau mandat



Deux cents postes à pourvoir au job-dating chez Pro Agora, le 5 février près de Dieppe

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Santé, mobilité douce, centres-bourgs : Région et Département en appuis financiers à l'Agglo de Fécamp

Matthias Chaventré

5–6 minutes

La Région Normandie et le Département de Seine-Maritime ont signé un « contrat de territoire » avec l'Agglo Fécamp Caux Littoral, apportant un soutien financier aux projets de la collectivité locale. Quels sont-ils ?



Laurent Vasset (à dr.) a expliqué aux présidents de la Région et du Département le projet de nouveau centre de santé à Fécamp, porté par l'Agglo. - Matthias Chaventré/Paris Normandie



Publié: 2 Février 2026 à 18h52 Temps de lecture: 1 min

Fécamp Caux Littoral a reçu les présidents de la Région Normandie et du Département de Seine-Maritime. Rendez-vous était d'abord donné dans des locaux de l'Agglo. Vides. Qui seront prochainement démolis. Puis, la signature d'un nouveau contrat de territoire entre les trois collectivités a eu lieu au musée Les Pêcheries.

Consultez l'actualité en vidéo

Un premier lieu de rendez-vous pour que Laurent Vasset, président de l'Agglo, explique aux deux élus ce que va devenir l'endroit : un centre de santé intercommunal. Un projet qui prend forme et qui reçoit l'aide du Département à hauteur de 570 000 € et de la Région à hauteur de 150 000 €. Le dossier s'inscrit parmi douze autres projets *« déjà engagés ou réalisés pour certains, qui figurent au contrat de territoire »*.

C'est quoi un contrat de territoire ?

L'objectif du contrat de territoire *« est de faciliter et de concrétiser des projets d'investissements structurants destinés à favoriser le développement local durable et l'attractivité du territoire* », s'accorde-t-on à dire. La Région avait lancé cette politique de contractualisation en 2017 et l'a renouvelée. Par sa participation, le Département dit *« rendre possible onze des treize projets contenus dans ce contrat de territoire »*, en injectant 4 millions d'euros au total.

Une liaison Véloroute du Lin – Vélomaritime

Parmi les dossiers au cœur de Fécamp Caux Littoral, la rénovation du centre aquatique qui a pris fin à l'été 2025. À côté du centre de santé qui sera basé à Fécamp, Laurent Vasset a pu évoquer le futur pôle de santé libéral et ambulatoire prévu à Valmont, avec 420 000 € de soutien du Département et 200 000 € de la Région. Les villages ne sont pas oubliés, via leurs aménagements de centre-bourg : à Saint-Léonard et à Ypreville-Biville. Les mobilités douces sont également à l'honneur dans ce contrat de territoire, avec la confirmation du projet de liaison cyclable entre la Véloroute du Lin qui arrive à Fécamp et la Vélomaritime. Le projet porte sur 8,6 km d'itinéraires vers le parc d'activités des Hautes falaises. Les soutiens Région-Département cumulés approchent le million d'euros.

Un pôle mobilités douces aux Loges

Aux Loges, il est question de la *« création d'un pôle de mobilités douces sur le site de l'ancienne gare »*, où on trouve déjà le vélo-rail. Dans le cadre du programme Grand Site Falaises d'Etretat-Côte d'Albâtre. *« Ce programme de travaux prévu sur 2026 pour une mise en service en 2027, prévoit la création d'un parking paysager et d'une aire de camping-car, d'un espace pique-nique*

convivial et intégré ». Mais aussi de l'électricité pour recharger les batteries de vélo et du Wi-Fi. De quoi séduire locaux et touristes.

Lire aussi

Valmont : Élodie Laval propose un regard inédit sur Flaubert et les femmes de son univers

À Fécamp, la 28e Saint-Pierre des Marins a rendu hommage aux Terre-Neuvas

« Rendez-vous 2026 » à Fécamp : un programme pour découvrir patrimoine et culture

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Fécamp (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Fécamp



Santé, mobilité douce, centres-bourgs : Région et Département en appuis financiers à l'Agglo de Fécamp





[Valmont : Élodie Laval propose un regard inédit sur Flaubert et les femmes de son univers]



[À Fécamp, la 28e Saint-Pierre des Marins a rendu hommage aux Terre-Neuvas]



[« Rendez-vous 2026 » à Fécamp : un programme pour découvrir patrimoine et culture]





Video

Seine-Maritime. Quel est le village numéro 1 en termes de qualité de vie selon un palmarès annuel ?



Comment les Annales du patrimoine font-elles vivre l’histoire de Fécamp depuis 29 numéros ?

Voir plus d'articles

Juste pour vous

francebleu.fr

Chantier de l'EPR2 de Penly : l'autorité du nucléaire demande à EDF plus de garanties de sûreté - ICI

Lila Lefebvre , AFP

6–7 minutes

Centrale nucléaire de Penly à Petit-Caux, en Seine-Maritime. © Radio France - Lou Benoist

Publié le lundi 2 février 2026 à 19:49

Dans un avis publié le 30 janvier, l'ASNR (Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection) demande à EDF d'améliorer son projet d'installation de deux EPR2 à Penly (Seine-Maritime). Le gendarme du nucléaire réclame notamment plus de garanties d'"étanchéité" et de "non-déformation" des bâtiments.

L'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) a demandé à l'exploitant EDF de revoir certains aspects de la conception des ouvrages de génie civil des deux futurs réacteurs EPR2 à Penly en Seine-Maritime, dans un avis du 28 janvier publié ce vendredi 30, comme l'a révélé le journal Les Échos. Le gendarme du nucléaire estime dans son avis que le dossier d'EDF, même complété, *"ne permet pas de conclure à la suffisance de la conception et de la démarche de dimensionnement des ouvrages de génie civil retenues par le projet EPR2".*

Contacté par l'AFP, EDF a dit prendre *"acte"* de l'avis, et précisé qu'il *"apportera des éléments complémentaires à l'ASNR pour instruction"*. Pour l'électricien, cet avis s'inscrit dans le processus de l'instruction, marqué par de nombreux échanges avec le gendarme des centrales.

Autorisation de construction en 2026

Cet avis intervient alors que l'ASNR indique être *"sur le point d'achever la phase d'expertise de la demande d'autorisation de création"* de cette installation, déposée par EDF en 2023. Mais

l'instruction, elle, se poursuit en vue d'un avis final qui **sera remis au gouvernement d'ici la fin d'année,** a précisé l'autorité. Le 22 janvier dernier, une seconde enquête publique a été ouverte pour recueillir les avis des riverains, dernière étape préalable à la demande d'autorisation de construction.*"Les équipes d'EDF sont mobilisées pour un décret d'autorisation de création"* fin 2026, indique-t-on chez l'électricien.

Le gendarme du nucléaire pointe des lacunes sur l'étanchéité

L'ASNR demande notamment à EDF d'apporter des garanties d'*"étanchéité"* et de *"non-déformation"* des bâtiments, en cas d'inondation interne ou externe mais aussi pour protéger les eaux souterraines à l'égard du risque de fuite de substances radioactives. En octobre dernier, l'Autorité environnementale a rendu un deuxième avis sur le projet pointant des zones d'ombre, des manquements en termes de sureté environnementale et pour la santé humaine.

EDF doit aussi justifier *"la suffisance de la conception des ouvrages"*, notamment au regard de *"la maîtrise des mouvements sismiques"* transférés aux équipements situés à l'intérieur des bâtiments, selon l'ASNR. En ce qui concerne les bâtiments en eux-mêmes, dont la construction revient à Eiffage, l'Autorité estime en revanche que *"le dimensionnement des ouvrages au séisme extrême est acquis".*

Mise en route en 2038

Les EPR2 de Penly seront les deux premiers des six nouveaux réacteurs de 3e génération voulus par l'État. Alors que sur place, les travaux préparatoires, commencés à l'été 2024, se poursuivent, le *"premier béton"*, qui marque la pose de la première pierre du bâtiment réacteur, **est lui attendu pour fin 2028.**

Depuis un an et demi, plusieurs expertises ont été menées sur d'autres sujets clés du projet Penlyb : conception des systèmes, situation d'accident avec et sans fusion du coeur, résistance aux agressions internes et externes, comme l'a précisé l'ASNR lors de ses vœux la semaine dernière, sans faire de commentaire particulier.

- Énergie nucléaire
- Centrale nucléaire

- EDF
- Énergie

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies *Mesure d'audience et web analyse*.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

Passer la section

- La mise en service de la première paire de réacteurs EPR2 à la centrale de Penly est désormais prévue en 2038, annonce le Conseil de politique nucléaire. EDF précise les raisons de ce nouveau calendrier et ses conséquences financières.

  Le 18/03/2025 à 15:39

- La centrale à charbon EDF du Havre est en cours de démantèlement. Fermée fin 2021 après 53 années de fonctionnement, EDF doit maintenant démanteler l'usine pour rendre les terrains au propriétaire, le port du Havre, en 2032. En ce mois d'octobre 2025, une nouvelle phase de désamiantage a démarré.

  Le 07/10/2025 à 18:00

- Quatre syndicats ont signé avec EDF une charte notamment pour garantir le respect des règles de santé et de sécurité des ouvriers du chantier de construction des EPR 2 de Penly. Pour le moment, les partenaires sociaux sont satisfaits car les engagements sont tenus.

  Le 06/07/2025 à 09:14

- Du 22 janvier au 4 mars 2026, les habitants de plusieurs communes autour de Petit-Caux (Seine-Maritime) sont invités à participer à l'enquête publique concernant la construction de deux réacteurs de type EPR2 à la centrale nucléaire de Penly. Elle

concerne la demande d'autorisation de construction.

Le 22/01/2026 à 17:08

Autour de chez vous

Passer la section

Recevez chaque jour l’essentiel de l’actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S’abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Nucléaire : EDF doit revoir sa copie pour la construction des EPR2 de Penly

⋮ 02/02/2026



Par Amélie Laurin

Publié le 2 févr. 2026 à 13:48Mis à jour le 2 févr. 2026 à 16:03

PremiumVotre abonnement vous permet d'accéder à cet article

A Penly, comme à Gravelines, EDF va devoir améliorer sa copie. Alors que les travaux préparatoires battent leur plein en Seine-Maritime, sur le site des futurs réacteurs nucléaires EPR2, « les études de génie civil sont encore en train de mûrir », prévenait récemment une source chez EDF. Ces réserves se confirment dans l'avis publié vendredi après-midi par l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR).

Le gendarme du nucléaire y estime que le dossier transmis par EDF, bien que complété durant l'expertise, « ne permet pas de conclure à la suffisance de la conception et de la démarche de dimensionnement des ouvrages de génie civil retenues par le projet EPR2 » pour la paire de Penly. EDF indique avoir «pris acte de l'avis d'expertise» et «apportera des éléments complémentaires à l'ASNR pour instruction».

Eiffage aux manettes

Les deux futurs EPR2 normands sont les premiers prévus pour cette nouvelle génération de réacteurs. EDF a confié les opérations de génie civil à Eiffage, novice dans la construction de centrales nucléaires. Les premiers coups de pelle ont été donnés mi-2024 et plus d'un millier de personnes s'activent déjà sur le chantier.

L'avis réservé de l'ASNR sur le génie civil a été publié quelques jours après la conférence de voeux à la presse de l'institution, qui donnait un satisfecit à EDF sur d'autres dimensions clé du projet : la conception des systèmes de sûreté, les dispositifs de résistance aux risques d'agressions et les études sur les accidents sans fusion du coeur du réacteur.

L'ASNR demande à l'électricien public de compléter la « suffisance » de la conception de l'enceinte de confinement du réacteur, « notamment au niveau des zones singulières de l'enceinte telles que le tampon d'accès des matériels ». Pour les autres ouvrages, l'analyse n'a pu être effectuée, « l'ensemble des notes d'hypothèses et de dimensionnement n'étant à ce stade pas disponible », ajoute l'ASNR.

L'autorité de sûreté demande aussi qu'EDF apporte des garanties de non-déformation et d'étanchéité des bâtiments, en particulier vis-à-vis des eaux souterraines. Un sujet sensible pour la centrale de Penly, située au bord de la Manche.

EDF doit aussi justifier la suffisance des « spectres transférés », c'est-à-dire le comportement, en cas de séisme, d'équipements implantés ou fixés à l'intérieur les bâtiments. En revanche, le dimensionnement des ouvrages de génie civil est « acquis » vis-à-vis du risque de séisme extrême, pointe l'ASNR.

L'automne dernier, l'autorité avait déjà mis en garde EDF sur les solutions envisagées pour le renforcement du sol instable du site de Gravelines, en bordure de la mer du Nord.

Nouveau calendrier

Le nouveau bémol de l'ASNR complique un peu plus la tâche d'EDF, pour qui le temps est compté. Alors que sa « demande d'autorisation de création » d'une nouvelle installation nucléaire à Penly a été déposée en 2023, l'exploitant espère désormais un feu vert de l'ASNR en fin d'année. En vue d'un décret gouvernemental décalé de quelques mois, à début 2027. Il faudra au préalable que l'exécutif ait pris une décision finale d'investissement pour le nouveau projet du siècle.

Sans attendre ces étapes cruciales, la mise en service du premier EPR2 à Penly avait été repoussée de 2036 à 2038, EDF préférant sécuriser le design du réacteur avant de la fabriquer en série. Concrètement, le premier béton de l'îlot nucléaire de Penly a d'ores et déjà été décalé de 2028 à mars 2029, a annoncé EDF lors de la mise à jour du devis des EPR2, mi-décembre. Le coût des trois paires à Penly, au Bugey (Ain) et à Gravelines (Nord) a été rehaussé à 72,8 milliards d'euros (en euros de 2020).

Amélie Laurin

actu.fr

« Une grosse galère » : sur les Hauts de Rouen, le départ à la retraite de deux médecins inquiète

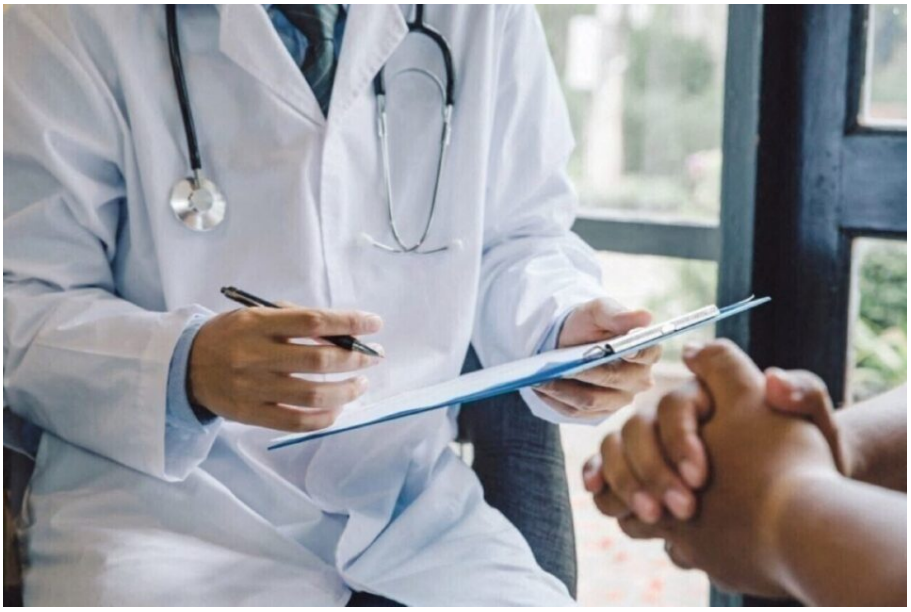
5–6 minutes

D'ici l'été 2026, deux médecins généralistes historiques du quartier de la Grand'Mare, sur les Hauts de Rouen, vont partir à la retraite. Une nouvelle qui inquiète les patients.

Sur le même thème

- Désertification médicale
- Médecins
- Santé

Article réservé aux abonnés



Deux médecins généralistes des Hauts de Rouen vont bientôt partir à la retraite. Une situation tendue pour plusieurs patients qui peinent à trouver un nouveau médecin traitant. (©Adobe Stock/ Illustration)

Par Yann Rivallan Publié le 3 févr. 2026 à 7h14

« Personne n'était au courant », s'étonne *Sandrine**. À l'été 2026, **deux médecins généralistes** historiques du quartier de la

Grand'Mare, sur les Hauts de Rouen, vont prendre leur retraite. Une annonce soudaine qui ne manque pas **d'inquiéter les patients** de ces deux professionnels de santé. « On se retrouve dans une grosse galère », souffle cette fille de patiente qui préfère rester anonyme.

Les médecins des Hauts de Rouen saturés

Sa mère de 91 ans est suivie depuis de nombreuses années par le Dr Ravache, un des médecins sur le départ. Sandrine, qui accompagne sa mère sur « tout le côté médical », s'est mise en quête **d'un nouveau généraliste**. Mais la tâche est ardue.

> Les autres médecins des Hauts de Rouen ne prennent pas de nouveaux patients.

Après de premières recherches infructueuses, elle a commencé à voir **plus loin dans la métropole** rouennaise : « Mais même en allant du côté de Darnétal ou de Saint-Léger-du-Bourg-Denis, personne ne prend de nouveaux patients. »

« Il n'arrive pas à trouver » un remplaçant

Pour elle, la situation à la Grand'Mare est vraisemblablement compliquée. Lorsqu'elle a interrogé le médecin traitant de sa mère, il lui aurait assuré être à la **recherche d'un remplaçant**. « Mais il n'arrive pas à trouver », rapporte-t-elle.

Au point où elle se demande s'il n'y a pas « un souci [pour attirer] parce qu'il s'agit d'un quartier populaire » ? « Mais ce qui m'attriste, c'est qu'ils [les deux généralistes, NDLR] partent sans rien dire, alors qu'on sait qu'il y a une pénurie de médecins. »

La Ville va proposer « un accompagnement »

Sollicités, les docteurs Ravache et Durr, les deux praticiens installés dans ce cabinet médical de la Grand'Mare, n'ont **pas souhaité s'exprimer** sur la situation. Leur secrétariat confirme toutefois leur départ à la retraite dans le courant de l'été.

Du côté de la Ville de Rouen, l'adjoint en charge du commerce, de l'économie et de l'attractivité, Sileymane Sow, admet ne pas être « au courant » de ces deux départs à la retraite. Mais il l'assure : « On va prendre attache avec ces deux médecins pour leur proposer un accompagnement. »

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

S'incrire

La Ville de Rouen peut utiliser plusieurs leviers et mesures pour **faciliter l'installation de nouveaux praticiens**. Notamment des aides financières à l'installation.

Pour l'élu, la Grand'Mare est « un quartier qui a ses fragilités ». Mais cette problématique de pénurie de médecins, elle se retrouve aussi « en plein centre-ville », souligne-t-il. « La médecine de ville est en difficulté partout en France. » Toutefois, il reconnaît que cette nouvelle **« n'est pas anodine »** pour le quartier.

La Grand'Mare en « zone d'intervention prioritaire »

Interrogée, l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Normandie confirme que le quartier de la Grand'Mare se situe **en « zone d'intervention prioritaire** dans le zonage des médecins généralistes ». Autrement dit, la situation reste compliquée pour ce quartier niché sur les hauteurs de Rouen.

La densité de médecins généralistes dans la Métropole de Rouen reste au-dessus des moyennes régionale et nationale, selon l'ARS. Mais la ville de Rouen éprouve des difficultés. D'après l'établissement public, « la ville de Rouen a **perdu une vingtaine de médecins** généralistes depuis 2017 ». Elle en compte actuellement 89 (pour 100 000 habitants).

Et le quartier de la Grand'Mare n'échappe pas à cette règle.

> Le taux de personnes de plus de 16 ans sans médecin traitant sur la Grand'Mare est de 15, 8% (au dessus du taux rouennais de 14,3%. Plus globalement, sur les Hauts de Rouen, le taux est de 14,9%).

Toutefois, l'ARS note une « une dynamique positive » pour ce quartier. La présence de **deux maisons de santé** ou encore de médecins qui accueillent des internes en médecine générale tend à aller dans le bon sens. Mais pour l'heure, le départ de deux médecins historiques va assurément laisser un vide. Surtout s'ils ne sont pas remplacés.

**Le prénom a été modifié.*

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en

favori avec Mon Actu.

actu.fr

Le transport à la demande s'étend près de Dieppe

3–4 minutes

A l'occasion de la cérémonie des voeux de Martigny (Seine-Maritime), le président de l'agglomération Dieppe-Maritime a annoncé une bonne nouvelle pour les habitants.

Sur le même thème

- Dieppe-Maritime
- Transport



La salle des fêtes de Martigny (Seine-Maritime) était comble pour cette cérémonie des vœux. ©Les Informations dieppoises

Par Rédaction Dieppe Publié le 2 févr. 2026 à 15h16

C’est dans la toute nouvelle salle des fêtes Simone-Veil de Martigny (Seine-Maritime) qu’Antoine Brument, le maire, et son équipe ont convié les habitants, élus locaux et autorités à la traditionnelle cérémonie des vœux, mardi 20 janvier 2026.

Le maire s’est dit fier de voir l’entrée de son village réaménagée avec le nouveau cimetière, son parking, les aménagements de sécurité routière, la déconstruction du préfabriqué, et cette salle des fêtes.

« Les habitants tenaient à leur mille-club, dont certains ont participé à sa construction. Mais il a dû être fermé pour des raisons de sécurité. Aujourd'hui, avec la salle Simone-Veil, on peut dire que la citrouille s'est transformée en carrosse. »

Des incivilités routières

À défaut d'évoquer l'avenir, le maire a fait un bilan du mandat. Tout d'abord, il est revenu sur les incivilités routières et la délinquance, avec la mise en place de plateau surélevé, de caméras de vidéoprotection, mais aussi de la signature récente, mercredi 7 janvier, d'une convention de participation citoyenne.

Cette convention permet d'inscrire des habitants référents qui seront les yeux des forces de l'ordre dans la commune.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Puis, il a fait un point sur la défense incendie, enfin complète avec les secteurs du Chemin-Vert et de Boisard couverts.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

S'incrire

Antoine Brument a mis à l'honneur le personnel communal, notamment la secrétaire de mairie ; Nicolas Paon, l'agent technique ; les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles ; les enseignants ; et Ludivine, la bibliothécaire.

Les responsables des associations ont été aussi mis à l'honneur. Grâce à eux, la culture et le lien social perdurent dans la commune.

Antoine Brument a aussi rappelé le rôle essentiel de l'agglomération dieppoise, qui a permis par exemple de faire baisser la facture d'eau de 40 % depuis le changement de délégataire.

L'élu a passé la parole à Sébastien Jumel, président de l'Agglomération. Ce dernier a annoncé l'arrivée de la fibre au hameau du Beaumaine et la desserte par le transport à la demande de Deep Mob des deux hameaux pour le 15 février.

Enfin, Antoine Brument a conclu avec une tradition locale lors des vœux : la remise d'un livre pour féliciter les six diplômés de l'année. Il s'agit de Jade Lebourg, Anaïs et Lucas Poix, Gabin et Esteban Duquennoy, et Deborah Benoist.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. Rougeole : malgré l'obligation de vacciner les enfants, les cas de la maladie ont doublé l'an passé en France

Ghislain Annetta

4–5 minutes

"Entre le 1er janvier et le 30 septembre, 838 cas de rougeole ont été déclarés sur le territoire national, soit près du double de cas déclarés sur toute l'année 2024", signale le ministère de la Santé dans une lettre officielle. Ce courrier a été distribué aux parents par un établissement scolaire du pays de Caux. *"Parmi les malades, les deux tiers n'avaient pas été vaccinés ou n'avaient pas reçu le bon nombre de doses"*, souligne la missive. La maladie touche des enfants de moins de 5 ans et des adolescents de 16 à 19 ans. *"Des cas groupés ont été signalés en milieu scolaire au cours de l'année"*, insiste le ministère. La France n'est pas la seule à connaître cet inquiétant phénomène qui s'étend à toute l'Europe.

"Un malade peut contaminer jusqu'à 20 personnes"

"La rougeole est pourtant une maladie que l'on peut espérer faire disparaître complètement grâce à la vaccination, remarquent les pouvoirs publics. *Son élimination est possible si 95 % des enfants se font vacciner par deux doses."* Malgré l'obligation vaccinale ROR (rougeole-oreillons-rubéole), ce palier n'a pas été atteint sur l'ensemble de l'Hexagone. *"Ce qui explique que le virus continue de circuler."*

Et la rougeole est malheureusement très contagieuse. *"Un malade peut contaminer jusqu'à 20 personnes"*, assure-t-on du côté gouvernemental. La maladie se transmet par contact avec la personne atteinte mais aussi par la persistance du virus dans l'air ou sur une surface contaminée. Les premiers symptômes apparaissent 10 à 14 jours après l'exposition. Ils ressemblent à ceux d'un syndrome grippal : fièvre, toux, écoulement du nez, yeux

rouges et larmoyants, malaise, fatigue générale. L'éruption cutanée suit quatre à cinq jours après les premiers symptômes. Elle dure une semaine. Il s'agit de petites taches très rouges qui se forment d'abord au niveau du visage puis s'étendent progressivement sur tout le corps. La maladie se guérit en quelques jours mais peut cependant conduire à des complications pulmonaires ou neurologiques.

La rougeole ou le cancer

"Il m'arrive d'aller faire des interventions en Afrique subsaharienne. Dans ces pays, quand on demande à des parents s'ils préfèrent la rougeole ou un cancer, ils répondent 'cancer'", signale le Dr Jan Cédric Hansen. Ce médecin gériatre, exerçant à Pacy dans l'Eure, a travaillé à l'hôpital d'Yvetot il y a quelques années. Il est administrateur d'une société de conseil et de formation en pilotage stratégique de crise. Ce n'est pas de la provocation de sa part. *"La maladie est mortelle, elle tue des milliers de gens. C'est une catastrophe. Elle affaiblit les organes. Les boutons qui apparaissent sur la peau ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Le virus agit à l'intérieur du corps en étant aussi agressif"*, décrit-il. On ne se rend plus compte de cette dangerosité, dans l'Hexagone, grâce à la vaccination. Elle restreint la circulation de la maladie et surtout la puissance de la contagion. *"On peut prendre l'image de l'avalanche qui rebondit de rocher en rocher et prend de la force. Le vaccin empêche les rochers d'être rebondissants en quelque sorte. Grâce à lui, le phénomène ne s'amplifie pas"*, insiste le médecin.

"Un geste citoyen"

D'ailleurs, l'Etat français a rendu la vaccination contre la rougeole obligatoire pour tous les enfants nés depuis le 1er janvier 2018. La première dose est administrée à 12 mois et la seconde entre 16 et 19 mois. Si la première injection a été réalisée avant les 12 mois de l'enfant, une troisième dose de vaccin est recommandée. *"Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le vaccin n'est pas seulement une protection individuelle mais elle est surtout collective. La vaccination contre la rougeole, c'est un geste citoyen"*, conclut le Dr Hansen.

actu.fr

Pourquoi les agents de la Ville du Havre ont déposé un préavis de grève (jusqu'aux élections municipales)

4–5 minutes

Un préavis de grève a été déposé par la CGT des agents territoriaux du Havre du 1er février au 22 mars 2026. Explications.

Sur le même thème

- Argent
- Edouard Philippe
- Grève



La CGT Territoriaux le Havre a déposé un préavis de grève du 1er février au 22 mars 2026. (©EA/76actu)

Par Eloïse Aubé Publié le 3 févr. 2026 à 8h26

Un mouvement pour être entendu. Le syndicat CGT Territoriaux de la ville du Havre a déposé un **préavis de grève** qui encourt jusqu'au 22 mars 2026… date du **second tour des élections municipales**. Les raisons de leur mécontentement ? L'absence de revalorisation récente de l'**indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise** (IFSE).

« Seul levier face au pouvoir d'achat, estiment les membres du syndicat, avec ça, on demande à rattraper une partie du pouvoir d'achat perdu ». Un combat qui dure depuis plusieurs mois.

30 % pour tous

Tout a démarré en juillet 2025, date à laquelle le maire du Havre et candidat à sa réélection **Édouard Philippe** avait rencontré les agents et se disait, d'après les dires de ces derniers, « ne pas être fermé à une éventuelle révision du régime indemnitaire, tout en précisant que cette question devait être examinée après les dotations de budget de l'État ». Un budget national pas encore finalisé, en ce début février 2026, puisque la partie dépenses doit encore passer entre les mains du Sénat.

Ajoutée à cela, une municipalité qui s'enorgueillit d'avoir des finances saines et la question se pose : quid, dans ce contexte, de la revalorisation de cette indemnité ?

« Les agents ont entendu que les finances vont bien, explique Arnaud Bourdel, secrétaire communication de la CGT, c'est pourquoi on a demandé **une hausse de 30 % de cette indemnité pour l'ensemble des catégories de la fonction publique**. »

> Nous n'avons pas de NAO (Négociations annuelles obligatoires) contrairement au secteur privé alors ce régime indemnitaire est notre seul levier de négociation.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Qu'est-ce que cette indemnité de fonctions ?

Il s'agit d'un régime optionnel. Autrement dit, c'est la collectivité qui décide de l'attribuer ou non à ses agents. Son montant peut dépendre des fonctions exercées (encadrement, coordination...), des contraintes du postes et du niveau d'expertise de l'agent. Comprenez qu'en fonction des catégories (A,B ou C), le montant de cette indemnité diffère. En 2024, au sein de la ville du Havre, cette rétribution mensuelle a été de l'ordre de dix euros brut.

« Le dialogue se poursuit »

La semaine passée, le syndicat a été reçu par la direction qui ne lui a pas apporté les réponses escomptées.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

S'incrire

Et si elle [la direction] ne répond pas d'emblée par la négative, elle tente « de noyer le poisson » selon le syndicat : « ils veulent cloisonner au cas par cas les catégories, c'est-à-dire qu'on leur dresse ceux à quoi chaque catégorie a le droit. La dernière fois qu'on nous a demandé ça, ça nous a pris deux ans. C'est de l'épicerie ! », souffle le syndicat.

De son côté, la Ville du Havre assure que « le dialogue se poursuit entre l'administration et les syndicats dans des bonnes conditions sur plusieurs sujets intéressant l'organisation ou les conditions de travail, ou encore la rémunération de certains services » sans pour autant rentrer dans le détail des attentes syndicales. Toujours selon la Ville, aucun agent gréviste n'était recensé pour le premier jour de grève.

Suivez l'actualité du Havre sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Municipales 2026. À Isneauville, Sylvie Laroche en lice pour un second mandat

Jérémy Chatet

4–5 minutes

Élue maire d'Isneauville en 2022, Sylvie Laroche se représente aux élections municipales de mars 2026.



Publié: 2 Février 2026 à 10h48 Temps de lecture: 1 min

Son premier mandat n'aura duré qu'un peu plus de trois ans. Fin 2022, Sylvie Laroche, alors première adjointe, est élue marie d'Isneauville, après la démission de Pierre Peltier. Sa liste sans étiquette politique, « Ensemble pour Isneauville », avait récolté 85% des voix. Elle était seule en lice. En 2026, Sylvie Laroche est candidate à sa propre succession. Elle affrontera une liste menée par Véronique Chabran. *« C'était une décision pas facile à prendre au vu du travail que cela nécessite*, affirme-t-elle. *Il y a eu beaucoup de questionnements. Mais cela aurait été frustrant de ne pas continuer après avoir passé trois ans à tout réorganiser. Un capitaine ne quitte pas le navire. »* Sa nouvelle liste sera renouvelée à 50%.

Création d'une médiathèque

Parmi ses projets, Sylvie Laroche souhaite moderniser les infrastructures de la commune jugées *« vieillissantes et inadaptées »*, en créer de nouvelles comme une médiathèque pensée comme *« un lieu de rencontre intergénérationnel où l'on pourrait proposer des ateliers BD pour les jeunes ou des cafés littéraires »*, mais également s'atteler à la réfection du terrain de football. La maire sortante d'Isneauville veut aussi accélérer sur la transition énergétique des bâtiments communaux : *« mettre, par*

exemple, des panneaux solaires sur les installations des clubs sportifs. ». Sur le volet éducatif, Sylvie Laroche insiste sur la prévention santé. *« Il faut décoller les jeunes des écrans. »*

Elle compte également, en lien avec la Métropole, améliorer les alternatives à la voiture dans la commune : *« favoriser le cheminement doux, pour que l'on puisse faire ses courses sans prendre la voiture. »* Sa prochaine réunion publique aura lieu le 6 février à 19h à la salle des fêtes.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales en cliquant ici Lire aussi

Municipales 2026 : le maire Thierry Vanderpert se présente pour la seconde fois

À Rouen, le groupe Vivalto planche sur un regroupement des cliniques Mathilde et Europe

Interpellé alors qu'il venait de casser une vitre de voiture avec un parpaing à Déville-lès-Rouen

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Élections municipales Isneauville (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen



Municipales 2026 : le maire Thierry Vanderpert se présente pour la

seconde fois



À Rouen, le groupe Vivalto planche sur un regroupement des cliniques Mathilde et Europe



À Rouen, la créatrice de bijoux Ingrid Degremont ouvre une seconde boutique rue Beauvoisine



Video

[Hockey – Coupe de France : la victoire des Dragons de Rouen est d’abord et avant tout celle d’un groupe]



[Interpellé alors qu’il venait de casser une vitre de voiture avec un parpaing à Déville-lès-Rouen]



[20 films en 12 jours : ce qu’il faut savoir sur la semaine italienne au cinéma Ariel de Mont-Saint-Aignan]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Municipales 2026 : le maire Thierry Vanderpert se présente pour la seconde fois

Paris Normandie

4–5 minutes

Thierry Vanderpert conduira la liste « La Vieux-Rue, continuons ensemble » lors des élections municipales de mars 2026.



Publié: 3 Février 2026 à 06h15 Temps de lecture: 1 min

Thierry Vanderpert, l'actuel maire de la commune, s'est déclaré candidat à sa propre succession aux prochaines élections municipales prévues les dimanches 15 et 22 mars 2026.

Consultez l'actualité en vidéo

Âgé de 57 ans, il se présente aux élections pour la quatrième fois. Après avoir été élu conseiller municipal en 2008, il est devenu adjoint lors du scrutin suivant, en 2014. C'est en 2020 qu'il a commencé à occuper le siège de maire de La Vieux-Rue. C'est donc un deuxième mandat qu'il brigue désormais en conduisant la liste « La Vieux-Rue, continuons ensemble ». *« C'est dans la continuité du précédent mandat que notre liste a été constituée. Sur les quinze élus qui composent le conseil municipal actuel, nous serons onze à nous représenter. La parité sera évidemment respectée avec huit hommes et sept femmes »*, résume Thierry Vanderpert.

L'avenir de l'école au cœur de leur projet

La liste va se concentrer sur l'avenir de l'école. *« Nous ferons tout pour pouvoir conserver notre école communale qui accueille les*

enfants des tout-petits jusqu'au CM2 et se compose de deux classes de quatre niveaux. Nous voulons éviter sa fermeture », précise le candidat, tête de liste. *« Nous avons évidemment d'autres projets comme la construction d'un local technique et celle d'une salle pour les associations. Cette dernière pourrait d'ailleurs être utilisée par les anciens qui se réunissent une fois par mois. »*

La sécurité routière dans le village fait également partie du programme de la liste tout comme l'entretien des routes et chemins de la commune.

Thierry Vanderpert conclut *« La Vieux-Rue est un village calme et sans problème. Nous voulons maintenir le bon climat qui règne dans notre commune »*.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales en cliquant ici Lire aussi

À Rouen, le groupe Vivalto planche sur un regroupement des cliniques Mathilde et Europe

Interpellé alors qu'il venait de casser une vitre de voiture avec un parpaing à Déville-lès-Rouen

20 films en 12 jours : ce qu'il faut savoir sur la semaine italienne au cinéma Ariel de Mont-Saint-Aignan

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen



Municipales 2026 : le maire Thierry Vanderpert se présente pour la seconde fois



À Rouen, le groupe Vivalto planche sur un regroupement des cliniques Mathilde et Europe



À Rouen, la créatrice de bijoux Ingrid Degremont ouvre une seconde boutique rue Beauvoisine



Video

[Hockey – Coupe de France : la victoire des Dragons de Rouen est d’abord et avant tout celle d’un groupe]



[Interpellé alors qu’il venait de casser une vitre de voiture avec un parpaing à Déville-lès-Rouen]



[20 films en 12 jours : ce qu’il faut savoir sur la semaine italienne au cinéma Ariel de Mont-Saint-Aignan]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Municipales 2023. À Envermeu, le maire «fatigué de lutter contre les élus», règle ses comptes

Muriel Lecordier

5–6 minutes

Après un mandat plutôt chaotique, le maire d'Envermeu Patrick Leroy a décidé de ne pas se représenter. Sans omettre de régler ses comptes, en public, avec les associations et les élus qui se sont opposés à lui.

Par Muriel Lecordier

Publié: 2 Février 2026 à 18h13 Temps de lecture: 2 min

C'est un clap de fin pour le maire d'Envermeu, Patrick Leroy, qui a annoncé officiellement qu'il ne briguerait pas un second mandat aux prochaines municipales. *« Après avoir longtemps tergiversé, le premier édile a décidé de jeter l'éponge, fatigué de devoir lutter contre une équipe qui ne lui facilitait pas la tâche »*, comme il nous l'avait confié récemment. Lors de ses vœux, il a dressé seul le bilan – mitigé – de son mandat, les conseillers étant restés au milieu de l'auditoire.

Les tops et les flops

Au chapitre des satisfactions, des travaux de réfection (bâtiments communaux, voirie, réserve incendie), de sécurisation et d'aménagement, l'absence d'augmentation des impôts. Mais il y a les échecs : toujours pas de médecin (celui pressenti a finalement décidé de rejoindre Marseille) et la future salle des fêtes, projet phare de la mandature, reste à l'état de plans, les nombreux

travaux à réaliser étant trop coûteux.

Il reste à aménager le centre-bourg avec des places de parking derrière la pharmacie et choisir entre la reprise du bâtiment scierie appartenant à la région ou la construction d'un bâtiment près de l'Espace Forme pour y accueillir les associations, actuellement dans des lieux vétustes voués à la destruction. Reste aussi l'espoir d'un aménagement de la zone d'activités dans le cadre de l'EPR2.

Deux assos et un maire dans le collimateur

Le maire a réglé ses comptes en fustigeant deux associations. L'Espace Forme l'a mené à une *« mise au point »* financière : *« Le loyer est de 2 400 € et nous leur donnons une subvention de 2 400 €. Ils bénéficient aussi de 500 € pour les fluides, comme les autres associations et 200 € en plus s'ils organisent des manifestations attirant du public (…). La commune ne peut supporter 1 900 € de gaz et d'eau chaude à 2 000 €. »* Patrick Leroy s'en est ensuite pris à l'association Envermeu en fête : *« La comptabilité pose problème. Ils ont touché une subvention. ils doivent donc nous dire où est passé cet argent ».*

Égratigné aussi, le maire de Bellengreville, Bruno Gendron, qui, suite à la dissolution du Sivos Bellengreville-Ancourt-Sauchay, a choisi Saint-Nicolas d'Aliermont pour accueillir les écoliers de sa commune : *« C'est dommage. Vous auriez visité l'école d'Envermeu, vous auriez vu qu'elle était sympathique. »*

Et de partir la tête haute : *« Merci aux conseillers municipaux qui m'ont soutenu, merci aux autres qui m'ont fait redécouvrir* Le Cid *de Corneille mais aussi* Les Fourberies de Scapin *ainsi que* Tartuffe *de Molière. On se rend compte que quatre siècles se sont écoulés mais rien n'a changé. Aujourd'hui mon mandat prend fin et tel* Candide *de Voltaire, il est temps de redescendre cultiver mon jardin. »*

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales en cliquant ici Lire aussi

Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large

Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté

Vente aux enchères : plus de 240 000 € pour une Alpine de 1971

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Envermeu (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe



En attendant que le pont Colbert tourne à nouveau à Dieppe, les commerçants du Pollet tiennent bon



Luce Mouchel revient jouer à Dieppe où elle a grandi, « comme si c'était la première fois… »





Municipales 2023. À Envermeu, le maire «fatigué de lutter contre les élus», règle ses comptes



Municipales 2026. À Mers-les-Bains, Jean-Gabriel Rolleri entre en campagne



Municipales 2026. Laurent Servais-Picord repart pour un quatrième mandat à Torcy-le-Grand





Pays de Bray : victoire des boxeurs Normands sur les Italiens de Grosseto à Forges-les-Eaux

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Municipales 2026. À La Feuillie, Pascal Legay candidat à sa succession pour assurer les projets en cours

Christine Dhenain (correspondante)

5–6 minutes

Maire de La Feuillie depuis 1999, Pascal Legay brigue un 6e mandat aux élections municipales de mars 2026. Son objectif est de continuer les projets déjà en route pour la commune.

Par Christine Dhenain (correspondante)

Publié: 2 Février 2026 à 18h06 Temps de lecture: 1 min

Pascal Legay se félicite de pouvoir présenter, à la tête du conseil municipal de La Feuillie, un bilan d'actions menées avec une certaine maîtrise budgétaire, malgré le nombre important de projets qui ont modernisé la commune : *« Nous n'avons jamais augmenté le taux des impôts locaux depuis 1997 et nous faisons la promesse de continuer en ce sens. »*





Pascal Legay veut se lancer dans un 6e mandat en tant que maire de La Feuillie - Photo Paris Normandie

Engagé dans la vie locale depuis 1995, élu maire en 1999, cet expert-comptable de 63 ans entend poursuivre son action lors d'un 6e mandat. L'école maternelle, l'Intermaché, l'implication dans le développement de la zone d'activité, la bibliothèque… : *« de gros dossiers qui donnent entière satisfaction aux habitants. On m'a sollicité à continuer. Des projets sont en cours et les tenir jusqu'au bout dans l'intérêt général me motive toujours autant, j'aime travailler en équipe. »* C'est ainsi qu'il a constitué, pour les élections municipales de mars, une liste sous le slogan de campagne « La Feuillie en action ». Elle intègre 8 nouveaux visages sur 15, *« avec de la jeunesse, du dynamisme, de l'engagement et des professions différentes, des retraités aussi, un large panel de compétences pour représenter l'intérêt collectif de nos habitants. »*

Aménagement du centre-bourg

Au volet des projets en cours, le candidat cite l'agrandissement de la bibliothèque pour 2026, les travaux de sécurisation du Vertfour avec l'installation de ralentisseurs pour lutter contre les vitesses excessives, l'installation d'un dispositif de vidéoprotection et la réfection intérieure de l'église. En ce qui concerne la modernisation de certains bâtiments appartenant à la commune, le chantier de la gendarmerie sera d'envergure. L'aménagement et l'embellissement du centre bourg sont au cœur d'une étude, il y est question de sécurisation, notamment avec un accès aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, avec l'intégration d'une végétalisation.

Non loin du centre, l'acquisition d'une parcelle en vue de la création d'un jardin d'enfants est envisagée. La feuille de route fixée par « La Feuille en action » comprend également l'aménagement d'un quartier derrière l'église, le remaniement du terrain de tennis et la possible réalisation d'une tribune au stade de football. À cela s'ajoutent la 2e et dernière phase de la sécurité incendie, la poursuite de réfection de routes communales et dans ce même chapitre, voirie et trottoirs seront revus dans une résidence. Enfin, même si elle ne porte pas le projet, la commune contribuera financièrement à l'extension et de la rénovation du gymnase.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales en cliquant ici Lire aussi

Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Dieppe et dans le pays de Bray

Interpellée avec 2,28 g d'alcool dans le sang à Dieppe

Dans le pays de Bray, les icônes pop de Leblon Delienne, un savoir-faire reconnu mondialement

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Élections municipales La Feuillie (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Neufchâtel-en-Bray



Comment le lycée de Neufchâtel-en-Bray lutte contre le gaspillage alimentaire… et a obtenu un prix





Municipales 2026. À La Feuillie, Pascal Legay candidat à sa succession pour assurer les projets en cours



Pays de Bray : victoire des boxeurs Normands sur les Italiens de Grosseto à Forges-les-Eaux



Municipales 2026. « L'amour du pays de Bray et de Londinières » : Armelle Biloquet brigue un nouveau mandat



Deux cents postes à pourvoir au job-dating chez Pro Agora, le 5 février près de Dieppe



« Mieux vaut prévenir que guérir » : le tribunal de commerce de Dieppe mise sur le mode amiable

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

« Une nouvelle énergie pour Yvetot » : David Lefebvre présente sa liste pour les élections municipales

Brice Recotillon

6–7 minutes

Candidat pour la première fois aux élections municipales de mars 2026, David Lefebvre a présenté à la presse locale les membres de sa liste « Une nouvelle énergie pour Yvetot ».



David Lefebvre présente sa liste pour les élections municipales. - Paris Normandie



Publié: 2 Février 2026 à 17h01 Temps de lecture: 1 min

Le point de rendez-vous a changé à deux reprises. La faute à l'important flot de pluies qui a marqué l'après-midi du dimanche 1er février 2026. Mais qu'à cela ne tienne ! Le parc jouxtant l'Yvetot Tennis Club a fini par faire l'affaire pour présenter, à la presse locale, la liste nommée « Une nouvelle énergie pour Yvetot ».

Consultez l'actualité en vidéo

Un ancien maire d'Yvetot dans la liste

Une équipe « sans étiquette » dont la tête de liste n'est autre que David Lefebvre, le président du YAC depuis 2018. Une personnalité du monde associatif local qui compte fédérer autour de sa candidature.

Si une large majorité de ses colistiers sont originaires d'Yvetot, la moyenne d'âge culmine quant à elle à 53 ans. *« Ce n'est pas simple d'attirer les jeunes »*, pouvait-on entendre dans les rangs menant au parking des Vikings. Pour autant, différentes couches de la population sont représentées, allant de l'étudiant au retraité. On notera, en 17e position, donc éligible si cette liste remporte les élections, la présence de Philippe Décultot, 77 ans, retraité et ancien maire d'Yvetot entre 1995 et 2008.

> Il y a différentes opinions au sein de la liste mais la priorité, ça reste les Yvetotais et les Yvetotaises.
>
> **David Lefebvre**, Candidat à la mairie d'Yvetot

« Il y a différentes opinions au sein de la liste mais la priorité, ça reste les Yvetotais et les Yvetotaises. Les membres sont représentatifs de la population, affirme le candidat. *Il y a quand même pas mal de personnes du monde associatif. C'est un sujet sur lequel il faudra travailler. Peut-être en mutualisant les forces au sein des associations, les mettre en relation pour améliorer la communication. »*

L'attractivité du centre-ville, une priorité

Pour structurer le programme électoral, plusieurs groupes de travail ont été constitués. Le fruit de ces travaux sera partagé aux habitants dans le courant du mois de février 2026. Toutefois, *« il y aura des priorités établies. On ne peut pas tout faire en même temps, et on ne veut pas faire des fausses promesses sur un programme »,* assurent en chœur les colistiers.

Une priorité demeure : il s'agit de contribuer à l'attractivité du centre-ville, tout en améliorant la visibilité des commerçants. La capitale du pays de Caux a été marquée, en 2025, par la fermeture de plusieurs commerces historiques. *« Il y a deux solutions*, selon David Lefebvre. *C'est soit que vous faites en sorte que les gens puissent venir à Yvetot dans le centre-ville, en voiture, sans tourner pendant un quart d'heure. Ou soit on les amène directement dans le centre-ville. »*

Les équipes du candidat comptent également mettre l'accent sur la démocratie participative. Un vecteur d'intégration au sein de la

commune de 11 000 habitants, qui concentre les services publics du pays de Caux. *« On ne prendra pas certaines décisions sans avoir sollicité la participation citoyenne. C'est-à-dire que ce ne sera pas uniquement à la mairie de décider. Elle peut aussi demander une participation aux citoyens actifs »*, indique Angélique Varlet Hartout.

En cas d'élection au soir du 22 mars 2026, David Lefebvre se dédiera à plein temps à son mandat municipal. *« Élu le 22 mars ? Je fais ma lettre de démission le 23 mars. Le 26, je suis en retraite »,* annonce-t-il.

À ce jour, quatre listes concurrentes sont connues pour les élections municipales d'Yvetot. Les candidats potentiels doivent déposer leur dossier en préfecture avant le 26 février 2026.

Contact : davidlefebvre2026@gmail.com

Lire aussi

Le Prix des Droits de l'Homme récompense l'association « Eau de Coco » de Motteville

Rouen : la chambre de l'instruction vire au cours de droit en pleine audience

À Lillebonne, Caux Seine agglo organise deux jours de rencontres pour trouver un emploi saisonnier

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Élections municipales Yvetot (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Yvetot





Video

« Plus rentable d’acheter que de louer » : en pays de Caux, comment se porte le marché de l’immobilier ?



« Une nouvelle énergie pour Yvetot » : David Lefebvre présente sa liste pour les élections municipales



Le Prix des Droits de l’Homme récompense l’association « Eau de Coco » de Motteville





Tourné à Offranville, « Toucher du bois » en projection inaugurale au Rex de Veules-les-Roses !



Rouen : la chambre de l’instruction vire au cours de droit en pleine audience



À Lillebonne, Caux Seine agglo organise deux jours de rencontres pour trouver un emploi saisonnier

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Municipales 2026. À Notre-Dame-de-Bondeville, la maire Myriam Mulot se représente avec l'appui du PS

Cécile Frangne

5–6 minutes

La maire sortante Myriam Mulot (DVG) briguera un second mandat lors des élections municipales de mars 2026. Une liste soutenue par le Parti socialiste.



Publié: 2 Février 2026 à 16h00 Temps de lecture: 3 min

Elle avait été élue en 2020, prenant la suite de Jean-Yves Merle à la tête de Notre-Dame-de-Bondeville. Elle avait ensuite été confirmée à son poste en 2021 après l'invalidation du scrutin pour cause de propagande électorale non-conforme. Aujourd'hui, Myriam Mulot brigue un second mandat de maire à l'occasion des élections municipales de mars 2026.

Ouverture du groupe scolaire Colette-Privat, fixation des tarifs de cantine à 2 euros… Dans une déclaration de candidature distribuée dans les boîtes aux lettres des habitants, l'élue divers gauche (DVG) se félicite d'avoir *« agi pour améliorer le cadre de vie, entretenu et modernisé les équipements municipaux »,* ou encore *« soutenu la vie associative »*.

Démocratie participative

Le programme du mandat à venir *« est en train de s'écrire en concertation avec les habitants »*, explique à *Paris Normandie* la candidate, qui souhaite *« mettre en œuvre une nouvelle manière de mener les politiques publiques avec une place accrue pour la démocratie participative »*, via la création de *« plusieurs instances : conseils de quartier, conseil des sages, conseil de la vie*

associative ou encore conseil de la vie économique et commerciale ».

Parmi les autres promesses qui seront dévoilées dans *« les prochaines semaines »*, la maire sortante s'engage *« à ne pas augmenter les impôts locaux »* et à *« maintenir le repas à la cantine scolaire à 2€»*. Un projet qui sera porté par une *« liste renouvelée à 60% »,* que soutient le Parti socialiste *« par cohérence avec le positionnement politique de Myriam Mulot, vice-présidente de Nicolas Mayer-Rossignol à la Métropole »*, explique Guillaume Seris, secrétaire fédéral du PS de la Seine-Maritime et colistier de la maire sortante.

Atteintes à la probité

Le *« risque de basculement à droite de la commune rend également pertinent le rassemblement à gauche »*, poursuit-il en évoquant la liste menée par l'élu d'opposition Alain Quibel, *« officiellement sans étiquette mais dont tout le monde sait qu'il penche plutôt à droite »*.

Un soutien que ne remettent pas en cause les déboires judiciaires de Myriam Mulot, visée par une enquête pénale pour *« diverses atteintes à la probité »* ? *« Jusqu'à présent, cette affaire n'existe que dans les articles de presse »*, évacue le responsable PS. Il oublie toutefois que le procureur de la République a confirmé qu'une enquête pénale avait été ouverte pour abus de biens sociaux et que des perquisitions avaient eu lieu début juin 2025 dans ce cadre. Interrogé lundi 2 février 2026, le ministère public précise que l'enquête est toujours en cours.

« En tant qu'élue de la République, je respecte et je défends la justice », assure quant à elle la candidate, qui se dit *« pleinement disponible pour répondre aux questions des enquêteurs et pour apporter les preuves nécessaires »*.

Les élections seront à suspens puisque deux listes - celles d'Alain Quibel (SE) et de Virginie Bottais (SE) - veulent challenger la sortante.

Lire aussi

Municipales 2026 : le maire Thierry Vanderpert se présente pour la seconde fois

À Rouen, le groupe Vivalto planche sur un regroupement des

cliniques Mathilde et Europe

Interpellé alors qu'il venait de casser une vitre de voiture avec un parpaing à Déville-lès-Rouen

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Élections municipales Notre-Dame-de-Bondeville (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen



Municipales 2026 : le maire Thierry Vanderpert se présente pour la seconde fois



À Rouen, le groupe Vivalto planche sur un regroupement des cliniques Mathilde et Europe



[À Rouen, la créatrice de bijoux Ingrid Degremont ouvre une seconde boutique rue Beauvoisine]



Video

[Hockey – Coupe de France : la victoire des Dragons de Rouen est d'abord et avant tout celle d'un groupe]



[Interpellé alors qu'il venait de casser une vitre de voiture avec un parpaing à Déville-lès-Rouen]



[20 films en 12 jours : ce qu’il faut savoir sur la semaine italienne au cinéma Ariel de Mont-Saint-Aignan]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Municipales 2026. Laurent Servais-Picord repart pour un quatrième mandat à Torcy-le-Grand

Sylvie Macquet

4–5 minutes

La gestion d'une commune au quotidien, c'est le dada du maire sortant qui souhaite repartir pour un 4e mandat à Torcy-le-Grand… avant de laisser la main.

Par Sylvie Macquet

Publié: 2 Février 2026 à 15h13 Temps de lecture: 2 min

Après trois mandats à la tête de Torcy-le-Grand, Laurent Servais-Picord a décidé de solliciter à nouveau la confiance des habitants. Installé dans la commune depuis 1988, le maire sortant se dit animé par la même envie de servir son village et de poursuivre le travail engagé au fil des années.

S'il apprécie particulièrement le relationnel qu'implique sa fonction, c'est surtout l'aspect gestion qui le motive. *« L'économie du village, l'équilibre budgétaire et l'anticipation des investissements sont des éléments essentiels »*, souligne le maire. Une rigueur qu'il estime indispensable pour garantir le bon fonctionnement des services et préparer l'avenir de la commune. Parmi les projets menés au cours de ses précédents mandats, l'édile évoque avec satisfaction plusieurs réalisations structurantes, à commencer par l'école et la boulangerie, le bar PMU et le parc de jeux, devenus des lieux centraux de la vie communale. La sécurité a également fait l'objet d'une attention particulière avec l'installation de caméras de surveillance. Autre dossier important : l'implantation de la Marpa,

portée par Terroir de Caux, qui contribue à faire de Torcy-le-Grand un village où les générations cohabitent, des plus jeunes écoliers aux aînés.

Préparer sa succession

Pour cette nouvelle échéance, Laurent Servais-Picord s'appuie sur un solide bilan et une équipe de 15 candidats qu'il décrit comme unie et soudée, qui a toutefois été partiellement renouvelée. Six nouveaux hommes et femmes ont rejoint la liste. Parmi eux des mamans d'élèves, un atout, selon le maire, pour appréhender les problématiques du quotidien. L'âge moyen de l'équipe s'établit autour de 45 ans.

La future équipe municipale sera officiellement présentée au mois de février. Le maire précise enfin que ce quatrième mandat revêt une importance particulière à ses yeux : il souhaite qu'il permette de préparer la relève et de former celui ou celle qui prendra sa suite à la tête de la commune.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales en cliquant ici Lire aussi

Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large

Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté

Vente aux enchères : plus de 240 000 € pour une Alpine de 1971

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Torcy-le-Grand (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe





En attendant que le pont Colbert tourne à nouveau à Dieppe, les commerçants du Pollet tiennent bon



Luce Mouchel revient jouer à Dieppe où elle a grandi, « comme si c'était la première fois… »



Municipales 2023. À Envermeu, le maire «fatigué de lutter contre les élus», règle ses comptes





Municipales 2026. À Mers-les-Bains, Jean-Gabriel Rolleri entre en campagne



Municipales 2026. Laurent Servais-Picord repart pour un quatrième mandat à Torcy-le-Grand



Pays de Bray : victoire des boxeurs Normands sur les Italiens de Grosseto à Forges-les-Eaux

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Municipales 2026. « L’amour du pays de Bray et de Londinières » : Armelle Biloquet brigue un nouveau mandat

Anne Bouchet

5–7 minutes

Maire depuis 2018, Armelle Biloquet brigue un nouveau mandat à Londinières en mars 2026. Celle qui est également conseillère départementale veut poursuivre les projets d’amélioration de la commune déjà engagés.



Publié: 2 Février 2026 à 13h02 Temps de lecture: 2 min

Même s’il n’y avait pas trop de doute sur sa candidature, Armelle Biloquet a décidé de prendre son temps avant d’annoncer officiellement qu’elle se représentait aux élections municipales de mars 2026 à Londinières. La maire souhaitait attendre que la cérémonie des vœux de sa commune soit passée, pour éviter tout mélange. *« Partir trop tôt, ça parasite le travail municipal en cours* », explique-t-elle.



Maire depuis 2018, Armelle Biloquet brigue un nouveau mandat à Londinières en mars 2026 - Photo Paris Normandie

Rappelez-nous votre parcours personnel et en tant qu'élue à Londinières ?

« Je suis née à Neufchâtel-en-Bray, j'ai grandi à Callengeville où mes parents ont une ferme et j'ai épousé un agriculteur né à Londinières, où je suis arrivée en 1990/1991. Je suis entrée au conseil municipal en 2001, directement comme adjointe avec Michel Huet, qui m'a convaincue de le rejoindre. J'ai accepté avec beaucoup de crainte car c'était une découverte. La première année a été difficile, concilier vie de famille, le travail à la ferme… Mais ça ne m'a pas découragée. En 2014, Michel Huet a accepté de repartir si je m'engageai à lui succéder au cours du mandat. En 2018, j'ai donc été élue maire, puis réélue en 2020. J'ai eu beaucoup de chance de pouvoir bénéficier de son accompagnement, de sa bienveillance. Sans oublier la formidable équipe d'agents et d'élus. Seul, on ne peut rien faire. »

« Construire des espaces partagés »

Pourquoi avoir souhaité briguer un nouveau mandat ?

« L'amour du pays de Bray et de Londinières ! Mon mandat au conseil départemental (elle a été élue en 2021, avec Nicolas Bertrand, sur le canton de Neufchâtel-en-Bray, NDLR) m'a fait prendre conscience de l'œil bienveillant qu'il faut avoir sur notre territoire et que les deux mandats sont très complémentaires. Ils demandant une véritable proximité. Je souhaitais me représenter mais je voulais d'abord questionner mon équipe, car je ne voulais pas y aller seule. Notre liste de 17 personnes (15 et deux suppléants) est à moitié renouvelée. On n'a pas eu de difficultés à la former, certaines personnes sont venues spontanément, c'est bien de voir des gens motivés à s'investir. »

Quelles sont les grandes lignes de votre programme ?

« La priorité du prochain mandat sera de construire des espaces partagés (parcs, city-stade), continuer de travailler sur l'intergénérationnel, faciliter les échanges. Le gros chantier sera la sécurisation de la traversée du bourg, notamment la rue du Maréchal Leclerc, avec la nécessité de rabaisser la chaussée et la création d'un rond-point (le dossier a été envoyé au Département). Après les travaux d'assainissement qui vont commencer en février, il faudra mener une étude sur la nouvelle station d'épuration, c'est un projet obligatoire peut importe qui sera élu. J'aimerais mener un projet autour de l'école, mais c'est un dossier avec beaucoup de

paramètres, une réflexion à moyen terme avec les Sivos. En tout cas, tous les projets ne doivent pas se faire à n'importe quel prix. Il faut savoir être prudent avec les finances de la commune. »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales en cliquant ici Lire aussi

Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Dieppe et dans le pays de Bray

Interpellée avec 2,28 g d'alcool dans le sang à Dieppe

Dans le pays de Bray, les icônes pop de Leblon Delienne, un savoir-faire reconnu mondialement

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Élections municipales Londinières (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Neufchâtel-en-Bray



Pays de Bray : une réunion publique pour expliquer les enjeux liés à l'eau potable avant les élections





Comment le lycée de Neufchâtel-en-Bray lutte contre le gaspillage alimentaire… et a obtenu un prix



Municipales 2026. À La Feuillie, Pascal Legay candidat à sa succession pour assurer les projets en cours



Pays de Bray : victoire des boxeurs Normands sur les Italiens de Grosseto à Forges-les-Eaux





Municipales 2026. « L’amour du pays de Bray et de Londinières » : Armelle Biloquet brigue un nouveau mandat



Deux cents postes à pourvoir au job-dating chez Pro Agora, le 5 février près de Dieppe

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Municipales 2026. À 79 ans, le maire de Bretteville-du-Grand-Caux se représente : « C’est ma vie »

Suzelle Gaube

6–7 minutes

À 79 ans, André-Pierre Blondel a décidé de présenter sa candidature aux Municipales 2026. Maire de Bretteville-du-Grand-Caux depuis 1977, il ne se voit pas quitter cette fonction qui le passionne, lui qui a encore des projets pour le village.



André-Pierre Blondel est maire de Bretteville-du-Grand-Caux depuis 1977. Il présente sa candidature pour les élections municipales de mars 2026. - Suzelle Gaube/Paris Normandie



Publié: 2 Février 2026 à 12h12 Temps de lecture: 1 min

« *Il y a six ans, j’ai dit que c’était mon dernier mandat. Je pensais que j’allais vieillir* (et ne plus être apte, ndlr). (…) *Quand on entend dire que c’est le mandat de trop, alors qu’on voit parfois des gens âgés faire des marathons… C’est ma vie* », lance André-Pierre Blondel, maire de Bretteville-du-Grand-Caux. Autrement dit, l’élu ne se voit pas s’arrêter en si bon chemin, même s’il a déjà été long.

Retraité géomètre, il a en effet commencé à s'engager pour le village de Bretteville-du-Grand-Caux en 1971. Et il est maire depuis… 1977. Soit depuis quarante-huit ans. Mais il l'affirme : *« J'ai la même envie, la même énergie »*.

Consultez l'actualité en vidéo

« Être en contact avec les gens et rendre service. »

André-Pierre Blondel, Maire sortant de Bretteville-du-Grand-Caux

L'un de ses adjoints, Kevin Dubocage, *« le voit comme un passionné »*. Et André-Pierre Blondel de commenter : *« C'est peut-être bête d'être trop passionné, parce que ça passe avant beaucoup de choses… Mais si je n'étais pas à la mairie, je me demande ce que je ferais… »* Ce qu'il apprécie ? *« Être en contact avec les gens et rendre service. On est l'interlocuteur privilégié des habitants. Quand ils se trouvent démunis, ils se tournent vers nous »*.

« On a un patrimoine et on l'entretient »

Après ces six dernières années de mandature, André-Pierre Blondel évoque son bilan : la construction de la résidence destinée aux seniors, la Ritournelle, la restauration de l'église, l'acquisition de l'ancien presbytère qui a été *« une bataille judiciaire »*. Mais aussi *« la construction d'une maison sur un terrain qui était abandonné, route du Neufbourg »*. Ou encore la végétalisation de la cour d'école, les travaux au gymnase, la rénovation de la salle communal Jean-Auger… *« On a un patrimoine et on l'entretient »*, commente-t-il.

La transformation des anciens garage et presbytère

Des projets, André-Pierre Blondel et son équipe n'en manquent pas. Ils voudraient *« transformer l'ancien garage automobile, situé au début de la route de Goderville, en une salle destinée aux arts, mais aussi créer deux cases commerciales »*. Le maire pense aussi à la transformation de l'ancien presbytère, un site abandonné que la commune a racheté. Avec la longère divisée en deux logements. L'autre bâtiment pourrait être réaménagé par le bailleur social Alcéane. Pour le maire, *« avoir un parc immobilier important permet d'avoir une source de revenus, mais aussi d'occupation ».*

Une 2e liste, à la grande « surprise » du maire sortant

Au-delà de l'immobilier, la *« valorisation des espaces verts »* a aussi son importance, le village ayant déjà reçu le label « Territoires engagés pour la nature ». Avec, par exemple, la création d'une aire éducative terrestre, en collaboration avec l'école.

Tout un programme qu'André-Pierre Blondel compte mettre en application avec sa nouvelle équipe, *« en développant la commune comme »* ils l'ont *« fait ces dernières années »*. Sur les treize membres actuels du conseil municipal, sept repartent avec lui. Les six autres constituent une liste d'opposition, à sa grande *« surprise» :* il *« n'y a jamais eu d'opposition particulière à chaque vote »*.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales en cliquant ici Lire aussi

Le Havre. Antoine Robin co-directeur de la Transat Café L'Or : « Il faut continuer à être inventif »

Médiateurs du tramway, un docu sur le Normandy, le STB avant Boulogne-sur-Mer… Le point actu à 20 h

Le Havre. Piano is not dead : « Le piano n'est pas mort, il est intemporel et s'acclimate selon les époques »

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Élections municipales Bretteville-du-Grand-Caux (Seine-Maritime)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre



[Le Havre : « L’intérêt pour la Transat Café L’Or ne se dément pas » pour son codirecteur Gildas Gautier]



[Le Havre. Antoine Robin co-directeur de la Transat Café L’Or : « Il faut continuer à être inventif »]



Video

[Affaire de la Josacine empoisonnée : l’expertise qui sonne comme un nouvel espoir pour Deperrois]



Video

[Municipales 2026. Offre de santé, logements, sécurité… le maire de Bréauté, Jean-Claude Malo se représente]



Video

[Tramway dans l’agglomération du Havre : un médiateur à la rencontre des riverains du chantier]



Médiateurs du tramway, un docu sur le Normandy, le STB avant Boulogne-sur-Mer… Le point actu à 20 h

Voir plus d'articles

Juste pour vous

actu.fr

Municipales 2026 à Hautot-sur-Mer : ce candidat et son équipe veulent faciliter la vie des gens

5–6 minutes

Arnaud Alexandre se porte candidat pour succéder à Jean-Jacques Brument à Hautot-sur-Mer (Seine-Maritime). Avec son équipe, il souhaite faciliter le quotidien des habitants.

Sur le même thème

Municipales 2026

Article réservé aux abonnés



Arnaud Alexandre souhaite répondre aux attentes des habitants et leur faciliter la vie à Hautot-sur-Mer (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises

Par Maxime Cartier Publié le 2 févr. 2026 à 18h00

« Nous souhaitons que les habitants s'intéressent à ce que l'on veut faire », lance Arnaud Alexandre. Âgé de 57 ans, il est consultant en communication et vit à Hautot-sur-Mer (Seine-Maritime) depuis 1998. Il est candidat aux **élections municipales**. « Aujourd'hui, j'ai envie de consacrer mon temps à Hautot. Je peux

apporter mon dynamisme et ma façon de faire », explique-t-il. Le candidat est plus déterminé que jamais, lui qui a vu quelques-uns de ses partisans quitter le navire prématurément : « Je m'y attendais, on a associé des gens d'horizons politiques différents. C'est un aléa de campagne, mais ça n'a rien changé au projet, ni à ma détermination. Je suis passé à autre chose », indique-t-il. Sa liste regroupe déjà différents professionnels qui souhaitent mettre leurs compétences au service des habitants.

Créer du lien

Son projet repose sur trois thématiques : le bien grandir, le bien vivre et le bien vieillir à Hautot-sur-Mer. Arnaud Alexandre a martelé qu'il souhaite faciliter la vie des habitants, « nos patrons », comme il les décrit.

Il compte intégrer davantage leurs envies avec la création d'un conseil des jeunes et d'un conseil des sages.

Créer du lien, c'est ce que lui et sa liste veulent faire entre Hautot-sur-Mer, Petit-Appeville et Pourville, en les reliant notamment par des voies à mobilité douce.

Ce lien passe aussi par la communication. Arnaud Alexandre veut la renforcer et créer des échanges avec les habitants.

Pour les personnes isolées ou en difficulté, il veut les accompagner, en créant un poste au sein du CCAS, le centre communal d'action sociale.

Cela passe, par exemple, par de l'accompagnement dans les démarches.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

S'incrire

Outre la création de liens, les projets sont nombreux :

- la mise en accessibilité toute l'année de la plage de Pourville, avec un accès handiplage
- la création d'un marché le dimanche matin l'été à Pourville et le reste de l'année à Petit-Appeville
- favoriser l'implantation d'une MAM, une maison d'assistantes maternelles, dans le quartier des écoles, afin d'attirer les familles.

Mais aussi mettre aux normes plusieurs bâtiments tels que

l’Espace de la mer et le poste de secours. Le candidat souhaite aussi développer la politique culturelle de commune et mettre en place un système d’éclairage intelligent.

Arnaud Alexandre veut restaurer des zones d’expansion de crue avec l’aide des acteurs compétents afin que Petit- Appeville ne soit plus inondé.

Créer des logements d’urgence

Il aimerait même que la commune puisse mettre en place « un ou deux logements d’urgence, pour des familles victimes de sinistres ou pour une victime de violences conjugales », notifie-t-il.

Il envisage également la création d’un crapauduc, qui pourrait aussi servir d’outil pédagogique ou encore celle d’un verger communal.

Enfin, la santé est aussi l’une de ses priorités. En plus de travailler en concertation avec les professionnels de santé, le candidat aimerait créer un système de transport à la demande pour conduire les habitants qui ne peuvent se déplacer chez leur médecin, dans la commune ou à Dieppe.

Arnaud Alexandre a d’autres projets en tête. Il salue néanmoins les 36 ans « de bons et loyaux services de Jean-Jacques Brument. On est arrivé à la fin d’un cycle, il faut présenter quelque chose de nouveau. Hautot et les habitants ont besoin d’ouvrir un nouveau chapitre », conclut-il.

Le candidat organise deux réunions publiques, jeudi 12 février à 18 h 30, salle Ansbert-Boitout à Hautot-sur-Mer et même heure, jeudi 12 mars, à Petit-Appeville, salle Saint-Fiacre.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

acteurspublics.fr

Fonction publique : l'administration veut revoir les modalités du temps partiel thérapeutique

Paul Idczak

4–5 minutes

Cinq ans après la dernière réforme du temps partiel thérapeutique (TPT), les agents publics devraient bientôt voir les modalités de ce dispositif de nouveau évoluer. La direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) va en effet présenter, cette semaine, devant les organisations syndicales, plusieurs mesures visant à transformer à la marge les dispositions autour de l'octroi et du suivi du TPT. Pour rappel, celui-ci permet à un agent public de reprendre ou poursuivre son activité à temps partiel, sur prescription médicale et après autorisation de son employeur.

Dans une note préparatoire au groupe de travail prévu pour le 5 février, consultée par *Acteurs publics*, la DGAFP avance plusieurs raisons qui l'ont poussée à repenser le dispositif. La DRH de l'État met en avant la *"nécessité"* d'avoir *"un cadre plus lisible"* pour organiser l'activité des services concernés, du fait des *"besoins accrus d'ajustements organisationnels dans des délais contraints"*. Elle estime aussi qu'il est nécessaire de *"réfléchir à une meilleure articulation"* entre le maintien dans l'emploi et la protection de l'agent malade.

Lire aussi : Temps partiel thérapeutique : les fonctionnaires peuvent être mieux payés que les contractuels

Les précédents changements majeurs, il y a cinq ans, avaient permis à un agent de disposer d'un TPT sans arrêt maladie préalable, et avaient ouvert la possibilité aux fonctionnaires de bénéficier plusieurs fois du dispositif au cours de leur carrière, pour la même pathologie – cet usage étant auparavant limité à une seule période de douze mois, sans possibilité de renouvellement. Ces mesures de simplification ont donné lieu, depuis, *"a minima à*

un doublement" du recours au TPT dans les trois versants de la fonction publique, certains corps de métiers, comme les personnels soignants et les enseignants, s'en étant particulièrement emparé, indique la DGAFP dans sa note préparatoire.

Renforcer les *"garanties médicales"*

Cette fois, les pistes proposées par l'administration visent à proposer un TPT *"plus fluide et plus protecteur au quotidien"*, et concernent notamment la périodicité du dispositif et les dispositions médicales autour de son octroi et de son renouvellement.

La direction générale compte ainsi mettre fin au renouvellement obligatoire, tous les un à trois mois, de l'autorisation à travailler en TPT, en glissant vers un modèle dans lequel *"le médecin prescripteur peut adapter durée et quotité en fonction de la situation de l'agent"*. Le contrôle systématique du médecin agréé, jusqu'ici obligatoire afin de renouveler un TPT au bout de trois mois, serait donc supprimé. En parallèle, ajoute la DGAFP, *"les contrôles médicaux et le suivi RH de l'agent seront renforcés"*. Un délai maximal de trente jours pour autoriser la reprise à TPT devrait également être instauré à l'issue des congés maladie, à l'exception des congés de longue durée, de ceux imputables au service et des disponibilités pour raison de santé.

Lire aussi : Refus de temps partiel dans la fonction publique : quand les arguments généraux ne suffisent plus

Dans le but de renforcer les *"garanties"* médicales, l'administration veut aussi mettre fin aux refus et aux interruptions de TPT d'un agent pour motif médical *"sans conclusions préalables du médecin agréé"*, ce qui permettrait d'assurer *"une évaluation médicale objective et indépendante"*.

Enfin, concernant la reconstitution des droits – qui permet à un agent d'avoir à nouveau recours au TPT après une année complète d'activité –, les jours d'absence pour raisons de santé ne seront plus pris en compte. Une mesure qui constitue, écrit la DGAFP, un moyen *"de favoriser des reprises progressives et continues"* pour mieux *"sécuriser les trajectoires"* des agents qui bénéficient du dispositif. Et qui s'inscrit dans un plan d'ensemble imaginé pour aboutir à *"une mise en œuvre plus fluide pour les services, donc plus efficace pour les agents"*.

acteurspublics.fr

La droite ciottiste dépose une proposition de loi constitutionnelle pour “renforcer la participation citoyenne à la dépense publique”

Par Philippine Ramognino

7–9 minutes

“On consent mieux à l’impôt lorsqu’on maîtrise – même partiellement – l’usage qui en est fait.” C’est ainsi que Christelle D’Intorni, députée UDR (parti allié du RN), défend sa proposition de loi constitutionnelle (PPLC) déposée le 29 janvier “visant à renforcer la participation citoyenne à la dépense publique”. En offrant la possibilité aux contribuables de mobiliser directement une partie de leurs impôts pour financer certaines politiques publiques, cette PPLC a pour objectif affiché de renforcer le consentement à ce dernier.

Cela “suppose que chaque citoyen puisse comprendre, accepter et, dans une certaine mesure, maîtriser l’usage des contributions qu’il verse à la collectivité”, présente ainsi la PPLC.
Selon Christelle D’Intorni, le consentement à l’impôt serait aujourd’hui fragilisé. La députée ciottiste s’appuie notamment sur un sondage Elabe, publié l’an dernier, selon lequel 87 % des Français estiment que l’État n’est pas suffisamment transparent sur la manière dont l’argent public est utilisé.

“Ce sentiment de malaise fiscal s’accompagne d’une remise en question de la légitimité démocratique”, ajoute la proposition de loi. Elle en veut pour preuve les résultats 2024 de l’enquête de l’OCDE sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques, selon laquelle 34 % des Français ont déclaré avoir une confiance élevée ou modérément élevée dans le gouvernement en 2023.
“Ces chiffres traduisent une véritable défiance croissante des citoyens vis-à-vis de leurs institutions”, en conclut Christelle D’Intorni.

Liberté accordée pour 20 % de l’impôt sur le revenu

Pour l'UDR, une réforme constitutionnelle de la manière dont est aujourd'hui utilisé l'argent public permettrait de restaurer en partie cette confiance perdue. *"La présente révision constitutionnelle entend donc instaurer non seulement un droit nouveau, mais un pacte de confiance : celui d'un État plus lisible, plus réactif et plus à l'écoute de ceux qu'il taxe"*, peut-on ainsi lire.

Le premier article de la proposition de loi constitutionnelle mentionne en effet une loi organique qui prévoirait que les contribuables puissent affecter une fraction de leur impôt sur le revenu à un programme budgétaire relevant du budget de l'État, dans la limite de 20 %. *"Le contribuable n'oriente pas de l'argent "en dehors" du budget : il exprime une préférence à l'intérieur du budget général, selon une liste annuelle définie par la loi de finances"*, précise la PPLC, indiquant que le Parlement demeurerait souverain et que l'État conserverait la maîtrise de ses choix budgétaires.

Selon cette logique, la loi de finances fixerait chaque année la liste des programmes budgétaires qui seraient susceptibles de recevoir cette affectation, *"afin d'assurer la cohérence de ce mécanisme avec l'architecture budgétaire de l'État"*.

Remise en cause de l'universalité budgétaire ?

Selon la PPLC, la proposition de réforme respecte *"strictement les principes fondamentaux de notre droit budgétaire : universalité, égalité devant l'impôt, unité et sincérité budgétaires"*. Même si elle assure que la réforme ne porterait pas atteinte au principe de l'universalité budgétaire, *"car l'affectation reste interne au budget de l'État, entre programmes déjà existants"*, celle-ci serait tout de même questionnée.

La PPLC avance 3 avantages à la réforme : le renforcement de la transparence envers le contribuable, celle de la responsabilité publique en enjoignant l'État à *"mieux rendre compte de ses politiques"* et l'engagement citoyen *"en redonnant du sens à l'acte fiscal"*. Une réponse, finalement, au classique "Je veux en avoir pour mon argent" des contribuables, qui revient à une logique contractualiste, en demandant une contrepartie visible et directe à l'argent versé.

Lire aussi : Didier Migaud : "Il faut trouver le bon équilibre entre l'usager et le contribuable"

Or, en vertu de l'universalité budgétaire et du principe de

non-affectation, au niveau local comme national, les impôts payés par les contribuables reviennent au décideur public dans un volume indifférencié. Il effectue les dépenses sans connaître exactement d'où viennent les recettes, et les contribuables ne peuvent donc pas choisir les services publics qui seront financés via leurs cotisations.

Pas seulement le pré carré de la droite

Ce n'est pas la première fois que des politiques souhaitent revenir sur ces fondements. La création d'un "impôt participatif" revient régulièrement dans les programmes, et avait notamment été portée par Gabriel Attal lorsqu'il était Premier ministre en 2024. L'ancien ministre délégué chargé des comptes publics sous le gouvernement Borne proposait ainsi d'ouvrir la *"possibilité de flécher une partie de son impôt sur le revenu ou une contribution additionnelle sur une mission du budget de l'État librement choisie"*. Il avait, l'année précédente, lancé la démarche "En avoir pour mes impôts" face à la volonté des contribuables de souhaiter comprendre l'usage fait de leurs prélèvements.

Lire aussi : Laurent Saint-Martin : "Le lien entre contribuables et collectivités doit être renforcé"

À noter que ces initiatives ne sont pas l'apanage de la droite : dans un communiqué partagé le 21 novembre dernier, le Parti socialiste assurait que, *"dans un moment où nos concitoyennes et concitoyens tendent de plus en plus à se détacher de la vie civique et où l'acceptation de l'impôt reste problématique, interroger les mécanismes participatifs qui pourraient exister en matière fiscale n'est pas inutile, bien au contraire"*. Il avançait la possibilité de donner aux contribuables la possibilité de choisir l'affectation d'une *"petite partie"* de leur impôt sur le revenu à une mission budgétaire qui existerait déjà, ou de leur CSG, à l'une des branches de la sécurité sociale pour les citoyens non imposables. Le taux proposé était néanmoins plus limité que dans la PPLC de la droite, à savoir 5 % de l'impôt sur le revenu.

Risque pour le consentement à l'impôt

Mais, comme le notait Alain Pariente, directeur adjoint du département "Droit et transformations sociales" de l'université de Bordeaux dans nos colonnes en septembre dernier, si ces initiatives sont souvent bien reçues par les citoyens, elles

pourraient avoir des effets pervers. *“Ceux qui ne vont jamais à la piscine risquent de ne plus vouloir que leur impôt la finance, celui qui n’a pas d’enfant ne sera pas satisfait que son impôt finance les crèches”*, illustrait l’expert.

Lire aussi : Quand le service public se transforme en service client

Or, le fondement des notions de service public et de l’universalité budgétaire est de servir l’intérêt général, et non les intérêts particuliers. *“Le principe de l’impôt est qu’il n’offre pas de contrepartie directe et immédiate*, ajoutait également Nicolas Laine, responsable des publications à l’Institut Montaigne, dans notre dossier consacré à l’évolution des services publics. *Or, dès lors que le citoyen ne considère plus le service public comme une construction citoyenne représentative de la solidarité nationale mais comme un dû, son consentement à l’impôt baissera lorsqu’il aura l’impression de ne pas recevoir de contrepartie”*.
Une conséquence ironique, l’objectif de la PPLC déposée le jeudi 29 janvier étant justement de renforcer le consentement à l’impôt.

acteurspublics.fr

Des avis médicaux contradictoires entraînent l'annulation de l'affectation d'un fonctionnaire malade

Par Acteurs publics

4–5 minutes

Face à des avis médicaux contradictoires, l'administration doit faire preuve de prudence dans sa décision d'affectation des agents. C'est ce que rappelle le tribunal administratif de Marseille, qui a annulé, le 28 janvier dernier, l'affectation d'un agent de déchetterie de la métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP). Une affectation que ce dernier contestait en raison de son état de santé.

Dans l'affaire en question, le requérant – un adjoint technique territorial de 2e classe – exerçait les fonctions d'agent de déchetterie au sein de la métropole Aix-Marseille Provence (MAMP). Mais, depuis 2019, celui-ci souffrait d'un emphysème pulmonaire avec amputation de plus de 50 % des différents débits, causant une importante souffrance bronchique. Il présentait également une cirrhose hépatique avancée aggravant ses problèmes respiratoires. Des pathologies qui lui ont d'abord valu d'être placé en congé de longue maladie en 2019 - 2020, puis en autorisation spéciale d'absence de 2021 à 2023.

Erreur d'appréciation de l'administration

En septembre 2024, son employeur a décidé de l'affecter sur un poste d'agent de nettoiement et de conducteur d'engins au sein du pôle "amélioration du cadre de vie", et ce, à compter du 1er octobre suivant. Affectation que le fonctionnaire jugeait incompatible avec son état de santé.

En coulisse, depuis deux ans (2022 à 2024), les avis médicaux se sont enchaînés et contredits : préconisation d'un reclassement sur un poste sédentaire, non exposé aux intempéries, hors collecte, en horaires de jour ; avis de compatibilité avec le poste de travail, avec

restriction ; avis d'inaptitude définitive aux fonctions ; préconisation d'un travail sédentaire sans exposition à la poussière, sous peine d'exacerbation de la pathologie respiratoire.

Le 25 juin 2025, soit plus de huit mois après la décision d'affectation, un autre médecin de prévention estimait pour sa part l'état de santé compatible avec le poste, avec restriction. Avant que le le conseil médical ne déclare finalement, le 18 septembre 2025, l'agent inapte définitivement à toutes fonctions dans la fonction publique territoriale. Entretemps, ce dernier a saisi la justice, qui lui donne aujourd'hui raison.

Lire aussi : Refuser de donner son mot de passe lors d'un arrêt maladie peut être assimilé à de la désobéissance

"Eu égard au caractère contradictoire des avis des médecins de prévention, qui, au demeurant, ne se sont prononcés que sur l'affection respiratoire de l'intéressé, sans prendre en compte sa pathologie hépatique avancée, l'administration a commis une erreur d'appréciation en considérant que M. B… était, à la date de la décision litigieuse, physiquement apte à l'exercice des fonctions d'agent de déchetterie et de conducteur d'engins, écrivent les magistrats dans leur jugement. *Est, à cet égard, sans incidence la circonstance, dont se prévaut la métropole en défense, que par un nouvel avis du 25 juin 2025, postérieur à la décision contestée, un autre médecin de prévention ait estimé que l'état de santé du requérant était compatible avec son poste de travail, avec restriction".* Une façon de rappeler qu'un avis médical postérieur à la décision contestée est sans incidence sur sa légalité, qui s'apprécie à la date où elle a été prise.

Lire aussi : Fonction publique : un arrêt maladie n'exclut pas le droit de manifester

Compte tenu de l'avis d'inaptitude définitive émis le 18 septembre 2025 par le conseil médical, le tribunal administratif de Marseille enjoint à la métropole de procéder au réexamen de la situation administrative du fonctionnaire dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement. En revanche, la décision des juges n'implique pas que l'autorité territoriale procède, ainsi qu'il est demandé, à la reconstitution de carrière de l'agent.